Vendredi

L'hebdomadaire des Socialistes

Cinquième année
- N° 180 -
Vendredi
19 mars 1993
ISSN 0995-0583
Prix 6,50 F

JE VOTE PS

LEGISLATIVES 93
1er TOUR

Fondation Jean Jaurès

Votre courrier



CONFIANCE

L'abolition de la peine de mort,
La semaine des 39 heures,
La retraite à 60 ans,
Les lois Auroux dans les entreprises,
Le revenu minimum d'insertion,
Une évolution importante de la construction européenne,
Le droit d'ingérence,
La baisse de l'inflation,
L'impôt sur la fortune,
La baisse de la TVA sur l'automobile,
sur les produits alimentaires,
La cinquième semaine de congés payés,
La libération des médias,
Le plan "Université 2000",
La liberté d'expression dans les lycées,
La loi sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales,
La loi sur le blanchiment de l'argent de la drogue,
Tout cela, c'est nous !
Echec ?
Hélas, un nombre croissant de chômeurs c'est aussi nous !

Alors,
Soyons fiers de nos réussites,
Soyons humbles devant nos échecs,
Sachons expliquer,
dialoguer autour de nous,
Sachons donner une belle image de la politique
Sachons nous ouvrir à d'autres...
Alors,
Les gens reviendront vers nous et tout sera possible...
J'ai confiance !

CELINE BARRAU
Marly-le-Roi (78).

VENDREDI

J'ai renouvelé mon abonnement à "Vendredi". J'apprécie beaucoup cet hebdomadaire qui reflète la pensée nationale et internationale du PS auquel je suis attaché depuis des générations : idées de tolérance, justice sociale, liberté, république et démocratie. Je souhaite de toutes mes forces une éclatante victoire aux camarades socialistes et à toute la gauche, majorité absolue de députés de gauche à l'Assemblée nationale fin mars et écrasement de la droite égoïste, capitaliste et contre le peuple, droite d'argent !
Le peuple modeste français républicain doit conserver de nombreuses années les acquis sociaux de notre président François Mitterrand et de nos gouvernements depuis 1981, acquis bien réels pour les gens modestes !
J'ai lu avec beaucoup d'intérêt votre nouvelle revue de "Vendredi-Idées" et les bons articles de "Social démocratie, an 2000", qui rejoignent de façon totale nos aspirations socialistes pour le XXIe siècle dans la plus pure tradition de Jean Jaurès, Léon Blum, Guy Mollet, Mendès France et François Mitterrand avec lesquels nous avons bataillé depuis plusieurs décennies avec toute ma famille, toute la tribu des Margagliotta, nos amis socialistes ! Et dont, j'en suis sûr, nous verrons la réussite.

JOSEPH MARGAGLIOTTA
Dôle-du-Jura (39).

RAPPEL

Après le "big bang" de Michel Rocard, je pense qu'il est bon de rappeler certaines vérités essentielles.
Nous devons, certes, ratisser large, mais sans équivoque : la crise est imputable au système capitaliste et non aux socialistes.
Encore que nous ayons été bien patients... Trop peut-être.
Bien sûr, il y a des raisons à cette patience : on ne fait pas tout seul une réforme de structures. La Trilatérale aurait vite fait de mobiliser le monde entier pour nous ruiner.
Mais l'Europe sera socialiste ou elle ne sera pas. Les rouleaux compresseurs de la finance américaine ou japonaise nous passeront sur le corps si nous capitulons. Ils asphyxieront tout avant de disparaître eux-mêmes.
Car il s'agit bien de la survie du monde.
Si les écologistes saisissaient la philosophie profonde de leur mouvement, ils verraient la pollution économique comme ils voient celle des sources et des rivières. Ils comprendraient que ce qui nous étouffe est une véritable asphyxie.
Si les centristes comprenaient qu'il n'y a pas de neutres dans cette lutte pour la vie, ils cesseraient de jouer au Gribouille qui se jette à l'eau pour éviter la pluie...
On parle de la reprise. Il n'y aura pas de reprise. A peine ici ou là le rapt d'un client à des concurrents. Mais on en fera tout un plat et ce ne sera que du vent.
L'exploitation de l'homme par l'homme ne peut être la loi d'un monde qui veut seulement survivre. Cette exploitation ne peut mener qu'à l'épuisement de l'humanité par elle-même. Et la raison d'être du socialisme est d'empêcher ce suicide.

ANDRE BEAUGE
Six-Fours-les-Plages (83).

DROITE LIBERALE

Ultralibérale il y a peu de temps, la droite se fait plus prudente dans ses propos et ses pseudo-programmes au fur et à mesure qu'approche l'échéance des législatives. Certains de ses représentants reprennent même à leur compte des propositions déjà formulées par le Parti socialiste comme, par exemple, l'extension du travail à temps partiel (Juppé) ou le remplacement de la machine par l'homme dans certains secteurs non exposés à la concurrence internationale (Séguin). Mais attention ! Ces quelques concessions de façade faites pour des besoins électoraux cachent en réalité les intentions permanentes du conservatisme, à savoir, pour rester dans le domaine de l'emploi, la réduction des charges des entreprises, le refus de la diminution du temps de travail et les privatisations.
Sur ce dernier chapitre, une idée semble faire son chemin depuis quelques jours dans les médias, dans la perspective d'une victoire éventuelle de la droite et il est regrettable qu'elle n'ait pas été relevée et combattue aussitôt par notre Parti ainsi, d'ailleurs, que par les syndicats. C'est celle de la privatisation de deux grands services publics nationaux : les Télécommunications et l'Electricité de France. Voilà une occasion de montrer encore l'absurdité d'un système libéral complètement assujetti à la loi du marché, qui s'attaque au statut de grandes entreprises nationales symbolisant les réussites industrielles et sociales de notre pays.

PIERRE GAILLARD
Saint-Léon-sur-Vézère (24).

SOUSCRIPTION NATIONALE ELECTIONS LEGISLATIVES DE MARS 1993

(A retourner : Parti socialiste - Trésorerie - 10 rue de Solferino - 75007 Paris)

Nom-Prénom .....

Adresse .....

Ville - Code postal ..... Tél. .....

☐ Souhaite participer activement à la campagne du ***Parti socialiste*** aux élections législatives de mars 1993

Ci-joint don de ..... francs, le .....Signature.....

Vendredi
10, rue de Solferino 75333 Paris cedex 07
Télex : 200 174 ; Télécopie : 45.51.47.03
Service abonnés : 45.56.78.57
TELEPHONE : *pour joindre directement votre correspondant, il suffit de composer 45.56...(précédé du 16-1 si vous appelez de province) suivi des 4 chiffres qui figurent entre parenthèses à la suite de chaque nom*

DIRECTION
Directeur de la publication : Thierry Mandon
Codirecteur de la publication : François Rebsamen
Comité de direction : Jean-Pierre Becquet, Jean-Marcel Bichat, Pierre Brana, Philippe Dorthe, Gérard Le Gall, Gérard Lindeperg, Arnaud Massip, Pierre Moscovici, Bernard Roman, Françoise Seligmann, Daniel Vaillant.

REDACTION
Rédactrice en chef : Lyne Cohen-Solal
Directeur de la rédaction : Jacques Garat (78.58)
Secrétaire gal de la rédaction : Jacques Goubin (78.82)
Politique : Jean-Pierre Bedeï (78.73)
Economie : Monique Grima (78.70)
Idées : Bernard Chaouat (79.01)
Société : Patricia Jaffray (78.94)
Régions : Maryline Trassard (78.71)
International : Ghislaine Toutain (77.92)
Actuelles : Françoise Lorrain (78.55)
Secr. de rédaction : Vanda Gervasio (78.61)
Maquette : Flavienne Allar (78.92)
Infographie : Jean-Pierre Pécau (77.92)
Réalisation : Sandrine Girard (78.92) Taoufik Khatib (78.54)
Révision : Jean-François Gantois (78.53)
Photo : Pascal Lebrun, Josette Serreau (78.53)

ADMINISTRATION, GESTION
Madeleine Darbel (78.44)

ABONNEMENTS ET SERVICE LECTEURS
Marie-Reine Jost (78.57)
Marie-Lou Le Bras (78.56), Sabine Sebah (78.79)

PUBLICITE
Pyramid Conseil - (16.1) 42.21.40.90

FABRICATION
Photogravure, montage : Dawant - Paris
Impression : Avenir Graphique - Torcy
Routage : Inter-routage - Aubervilliers

N° Commission paritaire : 10.889

"Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2000

CREDITS PHOTOS
P. Durand / Sygma (p. 16) ; T. Orban / Sygma (p. 16 / 17) ; J. Goitia / Réa (p. 18) ; D.R. (pp. 19, 20, 21 et 22) ; Ros Ribas / D.R. (p. 21) ; autres P.L.

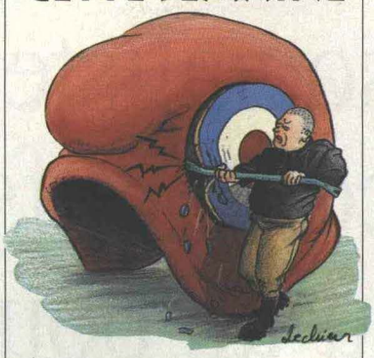
Ce numéro a été tiré à 148.000 ex.

CETTE SEMAINE

2 *Courrier*

POLITIQUE INTERIEURE

4 *Elections législatives : des socialistes combatifs jusqu'au bout*
5 • *Le 21 mars, je vote socialiste*
• *Editorial Laurent Fabius*
6 *La campagne électorale en Haute-Garonne*
7 *La campagne électorale à Montbéliard*
8 *La campagne électorale en Gironde*
9 *La campagne électorale en Guyane*
10 *Extrême droite : vieux refrains et nouveaux couplets*
11 *Repères pour lire le premier tour*
12 *Images de la campagne*
14 *La surveillance du vote*



▲ *Extrême droite (p. 10)..*



▲ *Images de la campagne (pp. 12 à 13).*



▲ *Colette Audry (p. 21).*

POLITIQUE ET SOCIETE

15 *Le choix des femmes : enfants plus travail*

POLITIQUE INTERNATIONALE

16 • *Bosnie, entre traité et intervention*
• *Allemagne, des équilibres à trouver*
17 *Cuba, une île contrainte de changer*

CROQUIS

19 • *Lettre à...*
• *Virgil Tanase*

CULTURE

21 • *Colette Audry, une femme*
• *"Wozeck", protestation sociale et compassion*
22 • *Post-scriptum*
• *Cinéma : "Archipel"*

INVITE

23 *René Rémond (suite)*

Claude Estier

15 mars

La dernière ligne droite, comme on dit... Dimanche à 20 heures, nous saurons si les derniers sondages, à peu près concordants, ont dit vrai. Parce que les pourcentages qu'ils indiquent ont peu varié depuis deux mois, beaucoup de commentateurs en concluent que la campagne électorale n'aura servi à rien. Je ne suis pas tout à fait de cet avis. S'il est vrai que la campagne a été relativement discrète -effet positif de la loi sur la limitation des dépenses- elle n'en a pas moins mis à jour quelques réalités.

D'abord que la droite, en dépit des gesticulations de ses dirigeants, n'a pas déclenché la moindre vague d'adhésion nouvelle. Le résultat de l'ordre de 40% qu'on lui prédit est celui qui l'avait fait gagner en 1978, perdre en 1981, gagner à nouveau en 1986, perdre encore encore 1988. Le raz-de-marée annoncé de députés RPR et UDF ne serait donc que la conséquence de la division des autres.

Le Parti socialiste, que les ultimes études d'opinion publiées situent légèrement au-dessus de 20%, est évidemment en recul mais encore faut-il voir par rapport à quoi. Les 37 ou 38% qu'il avait atteints dans la foulée des élections présidentielles de 1981 et de 1988 étaient exceptionnels et circonstanciels et encore les 32% de mars 1986, résultat d'un redressement spectaculaire dont le PS, à l'époque, était encore capable.

20% -et j'espère que ce sera davantage dimanche- représentent encore une base solide, équivalente à celle de chacun des deux grands partis de droite, à partir de laquelle il est possible de reconstruire une force conquérante. Dans l'immédiat, l'objectif du PS est de sauver le maximum de sièges car il ne sera pas indifférent qu'il y ait, dans la prochaine Assemblée nationale, 150 députés socialistes plutôt que 80. Mais aussitôt après, et quels que soient les résultats des 21 et 28 mars, ce sera d'engager le mouvement de recomposition qui replacera la gauche en position offensive dans la perspective des présidentielles de 1995.

Autour de qui pourra se faire cette recomposition ? C'est la question de demain et là, le rapport de forces que fera apparaître le vote des Français devra nécessairement être pris en compte et pèsera fortement sur le débat que nous pouvons avoir avec les écologistes. Si l'on en croit les sondages, c'est à eux que la campagne aurait été le moins favorable.

L'espoir qu'ils ont eu un moment de devancer le PS a fait quelque peu disjoncter Brice Lalonde, Antoine Waechter et leurs amis. En se faisant donneurs de leçons, ils n'ont su éviter ni les incohérences ni les contradictions. Leur "ni gauche ni droite" obstiné a fini par choquer de nombreux électeurs, souvent d'anciens électeurs socialistes, qui pensaient qu'en votant écologiste, ils contribueraient aussi à faire barrage à la droite. D'où le reflux de la vague verte annoncée par les derniers sondages.

Il reste à savoir quelles conclusions en tireront Lalonde et Waechter lorsqu'ils connaîtront dimanche soir les résultats du premier tour. S'ils s'obstinent à refuser tout désistement à gauche comme ils l'affirment encore aujourd'hui, ils porteront la lourde responsabilité d'avoir laissé les mains libres au RPR et à l'UDF, sans le moindre profit pour eux-mêmes puisque le mode de scrutin ne leur laisserait, dans le meilleur des cas, qu'un nombre dérisoire de sièges. Un désistement réciproque en faveur du mieux placé pour battre la droite créerait, au contraire, de toutes autres conditions, au Palais Bourbon d'abord, dans le pays ensuite, pour mener à bien le dialogue d'où pourrait surgir le vaste rassemblement de toutes les forces de progrès.

En dépit de ce que j'entends chaque fois qu'un porte-parole écologiste intervient à la télévision ou à la radio, je veux espérer qu'un minimum de réalisme leur fera comprendre dimanche soir qu'ils ont tout à perdre dans cette réédition du "bonnet blanc, blanc bonnet" qui fut déjà, naguère, peu profitable à d'autres.



ELECTIONS LEGISLATIVES

des socialistes combatifs jusqu'au bout



A Saint-Fons, dans le Rhône, autour de Lionel Jospin, Pierre Mauroy et Laurent Fabius, le PS s'est montré uni et ouvert à la rénovation.

Deux mille personnes se pressaient au Palais des Sports de Saint-Fons, mardi soir, pour assister à l'un des derniers meetings avant le premier tour. Cette réunion publique avait l'originalité de réunir les trois hommes qui ont présidé aux destinées du PS depuis 1981 : Lionel Jospin, Pierre Mauroy et Laurent Fabius. D'entrée, Lionel Jospin attaquait la droite sur le terrain de l'Education nationale : "Elle n'a pas osé aller devant les électeurs sur ses véritables positions, celles totalement destructrices de l'école de l'égalité des chances qui ont nourri ses propositions de loi pendant quatre ans à l'Assemblée nationale et au Sénat et les confronter à nos projets et plus encore à notre bilan. La plateforme RPR-UDF, fort générale mais déjà inquiétante, doit être explicitée à la lumière de ses propositions extrêmes remisées, peut-être, seulement le temps d'une élection." Il a appelé à une "renaissance des valeurs, des idées, des projets et des pratiques", avant de dégager des pistes de réflexion sur l'emploi et le pouvoir. Pierre Mauroy cadrait la rénovation de la gauche : "J'invite les socialistes à préparer le grand rassemblement des forces de progrès qui veulent ensemble battre la droite en 1995. Et tout le monde devra être au rendez-vous. Tous les socialistes, bien sûr. Mais aussi les communistes, les écologistes et les hommes et les femmes de progrès qui, si les conservateurs l'emportent, seront bien vite les déçus de la droite. Pour fédérer ce nouveau rassemblement, que Michel Rocard a amorcé avec son fameux "big bang", les socialistes sont prêts à prendre leurs responsabilités." Puis il se prononçait pour une rénovation du PS : "Il nous appartient, avec humilité, de donner la parole aux militants et de permettre de casser les courants de pensée qui nous ont fait tant de mal. C'est à eux, militants, qu'il revient, en définitive, de construire cet avenir. Et ils le feront en distinguant naturellement le rassemblement des présidentielles de l'effort de rénovation du Parti socialiste qui doit devenir une des grandes formations politiques de la social-démocratie européenne ".

Concluant la soirée, Laurent Fabius soulignait que "le PS a compris que l'un des principaux atouts qu'il doit présenter au pays, c'est la force de son unité." Puis, il répondait aux reproches adressés aux socialistes de proposer tardivement le partage du travail comme solution au chômage : "S'il est une constante dans l'action de la gauche depuis cent ans, c'est qu'elle a toujours mis au centre de ses espérances la réduction du temps de travail." Et de citer l'exemple allemand comme référence en matière de distribution du pouvoir d'achat et de partage du travail.

NON A L'ARROGANCE DE LA DROITE

Il définissait l'attitude à adopter en cette fin de campagne : "Refuser l'arrogance, dire nous-mêmes nos insuffisances, mais avoir aussi le fierté de nos succès et ne pas s'excuser d'être socialiste." S'inquiétant de l'hypothèse d'une ample victoire de la droite, il s'indignait : "Mais l'Assemblée qui sortirait des urnes si les résultats confirment les sondages relèverait-elle vraiment de l'alternance ou d'une concentration de tous les pouvoirs qui comptent, comme jamais au cours de son histoire, la République n'en a connue ? On n'a jamais rien bâti de bon sur un raz-de-marée. Si la droite l'emporte, on risque se retrouver avec une chambre d'arrogance." Il traçait les perspectives d'avenir et ajoutait : "Nous devons affirmer que la social-démocratie rénovée est la voie permettant de faire face aux problèmes actuels. Le PS n'est pas à bout. Il faut changer beaucoup de choses dans nos propositions et nos manières de militer. Dès après le second tour des législatives, j'aurai l'occasion de faire des propositions aux militants et à ceux qui se réclament des forces de progrès."

Tout au long de cette soirée, les socialistes ont réussi à donner l'image de l'unité et de la volonté d'une indispensable rénovation.

La ronde des meetings devait s'achever mercredi, à Toulouse, avec Lionel Jospin et Michel Rocard et jeudi, à Conflans-Saint-Honorine, avec Pierre Bérégovoy et Michel Rocard.

Jean-Pierre Bedeï



Saint-Fons, le 16 mars : des socialistes mobilisés.

le 21 mars, je vote socialiste

Tant qu'il en est encore temps, continuons d'argumenter et d'appeler nos concitoyens à voter pour les socialistes, seule façon de continuer à changer la France.



▲ *Claude Fleutiaux, en campagne dans le XVe arrondissement de Paris.*

Les hommes de droite s'acharnent à ne pas parler programme et préfèrent choisir le terrain de la polémique. Ces derniers jours, ils concentrent leurs tirs sur les chiffres du chômage et Giscard lui-même parle des "chômeurs socialistes". L'ancien président est-il au courant de la situation sociale de nos voisins de Grande-Bretagne où les chômeurs atteignent le nombre de 3.200.000 ? Autant de chômeurs conservateurs... Sait-il qu'en Allemagne, c'est aux libéraux qu'il faudrait les attribuer, etc. ? Et, que, globalement, en Europe, les conservateurs détenant davantage de gouvernements que la gauche, on dénombrerait davantage de chômeurs de droite que de gauche ? Arrêtons là cette plaisanterie sinistre. La droite feint d'oublier que la crise atteint tous les pays et que le nôtre fut le dernier frappé grâce aux mesures sociales et à la modernisation de notre économie entamée depuis 1983. Personne à droite ne s'étonne de voir nos constructeurs automobiles afficher une bonne santé et des profits alors que leurs concurrents les plus fameux plongent dans de graves difficultés, comme Volkswagen vient de l'annoncer. Personne à droite ne reconnaît que notre commerce extérieur avec l'Allemagne a augmenté de 6% l'an dernier alors que les exportations allemandes vers la France n'augmentaient que de 0,5% et ce, malgré le pessimisme des milieux d'affaires. Belle performance pour nos commerciaux, pourtant !

Pour en rajouter dans la mauvase foi, la droite nous a joué le refrain de la réforme. A l'entendre, ce serait elle qui saurait réformer. Mais, à y regarder de plus près, la droite joue là son plus beau rôle de composition. Si l'on examine la chronologie de toutes les réformes initiées par les gouvernements de la gauche depuis dix ans et les votes correspondants des différents groupes politiques, la droite a été absente à tous les rendez-vous de la réforme.

Elle n'a voté aucun des textes qui ont transformé la France, comme les lois successives de décentralisation, et pourtant, elle veut aller plus loin. Elle n'a pas davantage voté les grandes réformes sociales (cinquième semaine de congés payés, retraite à soixante ans, 39 heures hebdomadaires...), l'abolition des tribunaux d'exception et de la peine de mort, l'égalité professionnelle des hommes et des femmes, la limitation des loyers rendue pourtant indispensable après la flambée des prix consécutive à la loi Méhaignerie de 1986. La droite n'a pas non plus voté, en 1982, les lois Auroux ni, en 1988, l'institution du RMI financé par l'impôt sur les grandes fortunes.

Elle tente de s'afficher comme morale alors qu'elle se satisfaisait très bien, des années durant, du non-financement des activités politiques, qu'elle trouvait l'argent sans difficulté, et qu'elle n'a voté ni le plafonnement des dépenses électorales ni la transparence du financement des partis.

La réforme, pour la droite, ce sont les CES dans l'entreprise privée, c'est-à-dire l'institution d'un SMIC au rabais, c'est le salaire au mérite pour les enseignants, c'est la privatisation de services publics comme la SNCF, c'est encore la réduction des charges sociales pour les entreprises, mais sans impôts supplémentaires. Qui paiera les dépenses ?

Lyne Cohen-Solal

Exclusion

L'autre soir, me rendant à une réunion publique d'ailleurs fort réussie, je découvre le long de la route une série d'affiches écrites en gros caractères, signées d'une officine de la droite avec, pour slogan : "La gauche s'en va, la France revient." On pourrait se contenter d'en sourire, tant l'outrance est choquante. Ou continuer son chemin, sans réagir, comme cela. Mais il me semble que cette affiche écrit tout haut ce que les partis de droite pensent tout bas.

Dix années, douze années après, la gauche, pour eux, n'est donc toujours pas légitime. Comme si ces douze ans avaient été une usurpation. Comme si ceux qui votent à gauche ne méritaient pas vraiment d'être membres de notre nation.

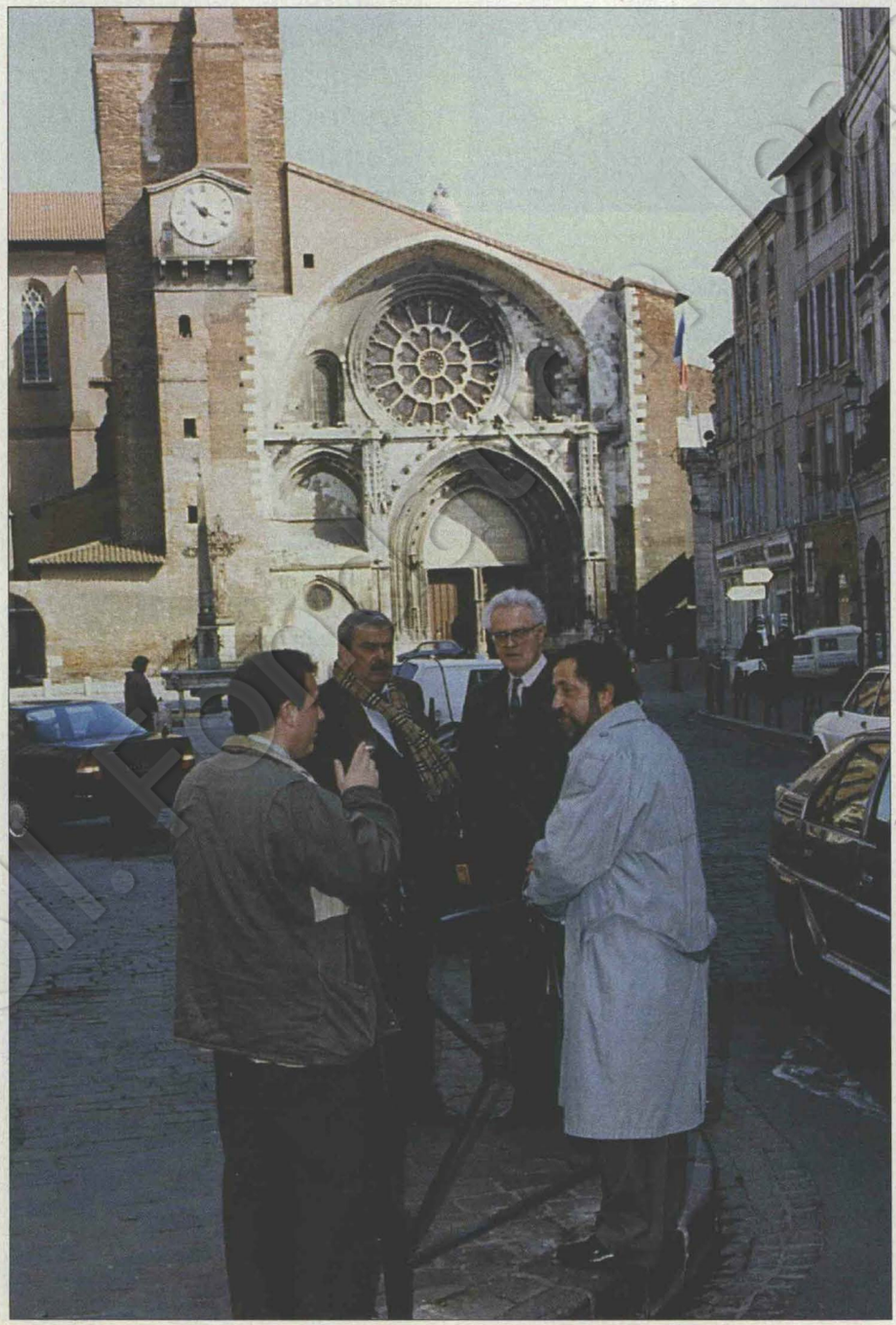
J'exagère ? Pas si sûr. Et si c'était cela, une des différences entre la droite et nous ? Exclure, disent les uns. Rassembler, voulons-nous. Pour dimanche, courage !

Laurent Fabius

en Haute-Garonne : la liberté de ton de Lionel Jospin

Lionel Jospin mêle habilement les thèmes nationaux et locaux. Il est sans concession pour la droite mais parle aussi avec franchise des erreurs de la gauche. Un discours adulte pour des électeurs majeurs.

"Qu'est-ce que tu penses du bigue bangue ?" D'une voix rocailleuse, ce vieux militant -cinquante huit ans de parti- interroge avec un brin d'inquiétude Lionel Jospin. A Portet-sur-Garonne, comme dans toutes les zones rurales de la Haute-Garonne, la base socialiste n'est plus très jeune et elle se demande si les perspectives ouvertes par Michel Rocard ne risquent pas d'entamer une certaine orthodoxie. Lionel Jospin met alors les choses au point : "J'ai réagi positivement à l'initiative de Michel Rocard car il a eu l'intuition que, dans un climat défavorable, il fallait donner un peu d'air frais pour préparer la renaissance. Mais je pense qu'il n'y aura pas de big bang s'il n'y a pas un big bang des idées montrant que nous avons tiré les leçons du passé. Le PS devra être la matrice ou le centre de la nouvelle organisation qui pourrait se mettre en place." Quant aux modalités de la rénovation du PS, il s'avère circonspect pour l'instant. "Je n'ai pas encore les idées très claires à ce sujet, confie-t-il. On ne peut pas rester dans l'immobilisme que nous connaissons actuellement mais je me refuse à entrer dans une logique de type Rennes..."



LA PRIVATISATION DU SERVICE PUBLIC QU'ENVISAGE LA DROITE MENACE SURTOUT LES ZONES RURALES

En attendant, il travaille sans relâche à sa réélection dans la septième circonscription de Haute-Garonne. Du matin au soir, il sillonne ce vaste territoire de 125.000 habitants et de treize cantons, plutôt urbain dans sa population mais rural dans son espace. Car la partie est loin d'être gagnée. Elu au premier tour avec 56% des voix en 1988, l'ancien ministre de l'Education nationale subit aussi de plein fouet le contexte politique défavorable aux socialistes : "En 1988, nous avions surfé sur la vague. Aujourd'hui, nous ramons face à un courant contraire." Un handicap qui n'amoindrit pas la pugnacité de Lionel Jospin, sans concession pour son adversaire Jean-Pierre Bastiani (CDS), maire d'Auterive, soutenu par Dominique Baudis.

A l'inverse du candidat socialiste, celui de la droite ne se montre guère sur le terrain et élude tout débat de fond. "Si on baisse les charges sociales comme le propose la droite, soit on diminue la protection sociale, soit on procède à des transferts sur l'Etat, explique Lionel Jospin. Or, je ne connais pas les réponses de Monsieur Bastiani à cette question. Pas plus que sur la paix et la guerre ou sur les relations avec les Etats-Unis. Pourtant, les élections législatives sont également faites pour aborder des thèmes nationaux et internationaux. Nous sommes tous des citoyens." Il n'oublie pas pour autant de rappeler les difficultés locales qu'il a

◀ *Pour Lionel Jospin, les élections législatives sont également faites pour aborder des thèmes nationaux et internationaux.*

résolues, notamment en milieu rural, grâce à ses interventions. A Montbrun-Bocage, village à la pointe sud de la circonscription, en pleine désertification avec ses 339 habitants, il lance un avertissement : "La privatisation du service public qu'envisage la droite menace surtout les zones rurales." Fort habilement, Lionel Jospin mêle les thèmes nationaux et locaux.

"J'ESPERE QUE LES ELECTEURS DE PROGRES SE RETROUVERONT AU SECOND TOUR"

Mais, surtout, il tient à imposer un style visant à clarifier toutes les ambiguïtés sans exonérer la gauche de ses erreurs. En Haute-Garonne, comme partout, les "affaires" ont troublé les militants et les sympathisants. Mais personne n'ose en parler. Lionel Jospin préfère aborder lui-même directement la question afin de dissiper tout malaise : "Il n'est pas suffisant de dire qu'on trouve autant d'affaires à droite qu'à gauche. La déception a gagné nos rangs car nous pensions que nous étions à l'abri de ce genre de défaillances. Si la tentation de sanctionner existe, elle doit se porter sur ceux qui ont fauté et non sur tous les autres."
A Pins-Justaret, il répond à un déçu de la gauche qui a quitté le PS mécontent de la réforme des Télécommunications et des moyens répressifs employés lors de la grève des infirmières. "Vous ne pouvez pas dire que la réforme Quilès prolonge les intentions de Longuet, s'indigne Lionel Jospin. La preuve, c'est qu'elle a été acceptée sans hostilité. Mais pour le reste, moi aussi j'ai trouvé scandaleuses ces images d'infirmières arrosées." Cette liberté de ton s'avèrera-t-elle payante ? Tout dépendra de l'attitude des écologistes et du PC entre les deux tours. "Ce sont des concurrents et non des adversaires, explique Jospin. Si nous voulons battre la droite, un maximum d'électeurs doit se rassembler sur ma candidature. Le libéralisme menace autant le social que la nature. Sur l'école, la diminution du temps de travail, la justice sociale, l'environnement, nous avons des sensibilités qui nous rapprochent des écologistes. J'espère que les électeurs de progrès se retrouveront au second tour."



J.-P.B.



▲ *Pierre Moscovici. Les socialistes de la circonscription ont retrouvé une nouvelle ardeur militante.*

à Montbéliard, honnêteté, travail de terrain et compétence

Le jeune trésorier du Parti socialiste, Pierre Moscovici, est candidat dans le pays de Montbéliard. S'il n'est pas du terroir, l'énergie et la volonté ne lui manquent pas.

Seloncourt. Un jeune homme brun et rondouillard fait irruption dans un bistrot où Pierre Moscovici serre des mains. "Vous n'avez aucune chance, vous êtes un parachuté. Il nous faut des gens du coin, du terroir", lance-t-il. "Ce qui compte, c'est l'énergie et la volonté d'être sur le terrain. Ne jugez pas avant de savoir", se défend le candidat socialiste qui propose de l'honnêteté d'abord, de la compétence ensuite. Voix posée. Sourire en coin et œil noisette. Son côté nonchalant désarme l'agressivité. "Je ne doute pas de votre compétence. Mais prouvez-la." Pierre Moscovici, qui espère succéder à Huguette Bouchardeau dans la quatrième circonscription du Doubs, ne demande que cela : faire ses preuves. 36 ans et "affreux" technocrate, il se considère davantage comme un politique passé par l'ENA que comme un énarque égaré en politique. Il a quitté le confort de la Cour des comptes pour le Parti socialiste, en devenant secrétaire national après le congrès de Rennes, puis trésorier.
Les militants du pays de Montbéliard, fatigués des embrouillaminis de la gauche locale, voulaient du neuf. Ils ont eu Moscovici. "Il a une bonne bouille, il passe bien. Il fallait quelqu'un qui ait son instruction", estime une militante. Adopté. Pierre Moscovici leur offre son curriculum vitae, sans arrogance, et ne se prive pas de rappeler un précédent : le parachutage réussi du polytechnicien André Boulloche, maire de Montbéliard de 1965 à 1978, qui a marqué l'histoire politique locale. Pour combler son déficit d'image, il a joué sur toute la gamme des techniques électorales, passant de l'intérieur à l'extérieur, d'un appartement où il rencontre deux responsables d'association à un supermarché, d'un bavardage avec des enseignants déçus du socialisme à une place où des boulistes se laissent difficilement divertir. De grands meetings aussi, au cours desquels ses amis, Jacques Delors, Ségolène Royal, Lionel Jospin, Jacques Chérèque... sont venus à la rescousse. Le nec plus ultra, c'est la cassette vidéo qui lui permet d'entrer chez les gens par écran interposé. Et l'affiche, classique, où, tête légèrement inclinée, il proclame que le pays de Montbéliard doit être entendu.
Ce soir, à Hérimoncourt, devant une quarantaine de personnes, et pour la enième fois, il explique : "Elire un député n'est pas élire un maire ou un conseiller général. Pierre Moscovici n'aime pas les travées vides de l'Assemblée et compte bien être un vrai législateur. Il dessine le bilan de la

gauche. Ombres et lumière. Rien n'est tabou, pas même les "affaires". Si "une élection est un choix qui se fait rarement entre des solutions idéales", le choix de la droite est lourd de risques dans le pays de Montbéliard où celle-ci se plie trop volontiers à la loi du tout Peugeot. Peugeot boulot, Peugeot logement, Peugeot loisirs, Peugeot politique... Seuls les cimetières, ici, ne sont pas estampillés par la célèbre marque de voitures. Pour éviter les lendemains qui déchantent, guettant tous les territoires de monoindustrie, Pierre Moscovici avance un seul mot d'ordre : diversifier. C'est la tâche à laquelle il entend se consacrer "pour les trente ans qui viennent." Son adversaire de l'opposition, Jean Geney, est cadre chez Peugeot. Un candidat fantôme qui "ne dit rien, ne fait rien." Pierre Moscovici rapporte à qui veut l'entendre une confidence de Dominique Strauss-Kahn : "Un seul conseiller général n'écrit jamais au ministère de l'Industrie : c'est Jean Geney." Discrétion maladive.

Coup de blues à l'heure du dîner, ce vendredi. Au restaurant "La Papeterie", le candidat avale son lapin aux champignons sans conviction. Pierre Moscovici a entre les mains un communiqué de Georges Massacrier, maire de la deuxième ville de la circonscription (Valentigney) et candidat malheureux à l'investiture devant les militants, qui annonce son ralliement à Serge Paganelli, communiste rénovateur, candidat sous l'étiquette SEGA (Solidarité écologie, gauche alternative) et déjà flanqué d'un suppléant socialiste, Jean-Louis Desroche, maire d'Hérimoncourt. Dissidence douloureuse. Mais rien n'est perdu. Surtout pas pour les socialistes de la circonscription qui ont retrouvé, au cours de cette campagne, une nouvelle ardeur militante. "Nous sommes autour de lui un groupe de gens qui avons les pieds dans la terre", lance de sa voix tonitruante le conseiller général Jean-Pierre Maillard-Salin. Pierre Moscovici est désormais le jeune poulain sur lequel ils fondent leurs espoirs.

Maryline Trassard

en Gironde, une campagne mobilisatrice menée sans sectarisme

Bien implanté dans son fief du Blayais, Bernard Madrelle affronte une droite au discours simpliste. Il compte sur son audience dépassant les clivages politiques pour conserver son siège.



▲ *Bernard Madrelle est de souche girondine, il connaît bien son*

Dans ces terres du Blayais qui chatouillent la Saintonge et dont l'extrême nord sert de frontière au pays d'oil et au pays d'oc, la famille Madrelle est chez elle. Elle y est née, y a fait souche et y occupe des responsabilités politiques. Aussi, à l'heure des élections, elle se mobilise autour de son candidat. En l'occurrence Bernard Madrelle, 49 ans, député depuis 1978, avec une interruption entre 1986 et 1988, et maire de Blaye. Il tente de conserver son siège dans la onzième circonscription de la Gironde. Philippe, son frère, président du conseil général, lui apporte un actif soutien, et Nicolas, son neveu, l'accompagne dans ses déplacements. Esprit de famille es-tu là ? Assurément. Si un candidat connaît bien son fief, c'est Bernard Madrelle. Pourtant, sa circonscription s'avère composite. A dominante rurale, elle comporte quelques poches industrielles. "Ici, le facteur humain joue beaucoup, affirme-t-il. Je laboure donc le terrain. Les gens votent aussi pour les hommes." C'est pourquoi il se félicite du soutien massif que viennent de lui témoigner les deux tiers des maires de sa circonscription (58 sur les 90 qui se sont manifestés) et qui va au-delà de l'étiquette politique. Une adhésion qui montre bien que les frères Madrelle -quoi qu'en disent leurs adversaires de droite- œuvrent sans sectarisme. Ce réseau d'élus qui pèse beaucoup sur la population jouera sans doute un rôle très important dans cette élection. Ici, les mentalités sont peu portées à l'exubérance et aux débordements. "C'est une campagne électorale classique et sans passion. Nous enregistrons une bonne mobilisation militante et des élus, constate le candidat socialiste. Je défends le bilan qu'il convient de rappeler. Mais je traite aussi les thèmes locaux comme l'emploi et l'agriculture. Le principal produit agricole local est le vin qui n'est pas concerné par la réforme de la PAC."

Bien sûr, dans cette région, se présente un candidat de Chasse, nature, pêche et tradition, Janick Bergeon. "Un sous-marin de la droite, commente Bernard Madrelle. Il était auparavant au RPR. Les chasseurs devraient prendre garde, ils pourraient être vite cocus de certains aventuriers politiques." Mais le principal adversaire des socialistes, c'est Daniel Picotin, candidat de l'UPF, conseiller général et maire de Saint-Ciers-sur-Gironde, qui tient un discours des plus sommaires et démagogiques. Dans une réunion publique à Saint-André-de-Cubzac, devant près de mille personnes, aux côtés de Pierre Mauroy, Bernard Madrelle contre-attaque : "Picotin a la simplicité des grands sec-

APPEL DE LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME ☎ 47.07.06.35

POUR SOUTENIR SALMAN RUSHDIE

Le 14 février a marqué le quatrième anniversaire de la condamnation à mort de Salman Rushdie par l'ayatollah Khomeiny, renouvelée en novembre 1992 par les plus hautes autorités de l'Etat iranien.

Les universitaires soussignés, qui estiment que leur mission est de transmettre l'esprit de libre examen qui suppose liberté d'expression, de pensée et esprit critique ont déjà exprimé leur indignation devant cette condamnation.

Au-delà de cette indignation, ils souhaitent que les universités où ils enseignent fassent un geste concret de soutien à Salman Rushdie en lui conférant le titre de docteur honoris causa.

Par cette démarche qui tend, entre autres, à protéger les intellectuels dont la liberté est menacée, l'Université française s'honorerait. Elle manifesterait la détermination d'un grand corps de l'Etat français dans un combat contre l'intolérance.

Parmi les signataires :
Marie-José Chombart de Lauwe (CNRS)
Michel Deguy (Paris VIII)
Jacques Derrida (EHESS)
Olivier Duhamel (Paris I)
Marc Ferro (EHESS)
Luc Ferry (Caen)
Françoise Héritier-Augé (Collège de France)
Yves Lacoste (Paris VIII)
Alain Lancelot (IEP-Paris)
Jacques Le Goff (EHESS)
Albert Memmi (Paris X)
Michelle Perrot (Paris VII)
Maxime Rodinson (EHESS)
Pierre Vidal-Naquet (EHESS)
Michel Winock (IEP Paris)...



ef et bataille pour conserver son siège.

taires. Pour lui, le chômage c'est les socialistes et le remède, c'est la droite. Il faut dénoncer l'immense manipulation sur laquelle la droite engage le débat. C'est une imposture de dire que la France est sinistrée. Regardons autour de nous et prenons la mesure." Et Bernard Madrelle de fustiger la droite locale : "Elle dénonce le chômage mais elle oublie que, depuis 1985, c'est le RPR qui a la responsabilité du développement économique et de la formation au conseil régional d'Aquitaine." Enfin, il lance une pierre dans le jardin de Picotin : "La taxe professionnelle de la ville de Saint-Ciers est plus importante que la moyenne départementale."

Venu apporter son soutien à Bernard Madrelle, Pierre Mauroy se charge de faire quelques rappels opportuns : "Entre la droite et la gauche, la différence existe encore. La République a été installée par la gauche, la droite s'y est ralliée très tardivement. La droite voudrait s'emparer de l'idée de la réforme. Non seulement elle ne la fait pas, mais elle ne la tolère pas. J'ai réalisé 94 des 110 propositions de François Mitterrand. Qu'a fait la droite, elle ? Elle n'a voté aucune de nos réformes." Picotin a beau se parer des atours les plus démagogiques, les faits sont têtus. Et ils ne plaident pas en faveur de la droite. En Gironde, comme ailleurs...



J.-P.B.

en Guyane, arguments et rencontres au fil du Maroni

Amérique du Sud, entre Brésil et Surinam : la Guyane.
Sur cet immense territoire de forêt amazonienne,
vingt communes qu'il faut toutes visiter.
La circonscription la plus vaste de France : plus de 80.000 km2.
Car le PS est là aussi présent pour ces législatives peu communes.

L'équipe du PS embarque sur une pirogue à Saint-Laurent-du-Maroni. Il lui faudra quatre jours pour atteindre Maripasoula, à 450 km. La pirogue file sur le fleuve qui, jusqu'à Apatou, est un vaste lac ponctué d'îles à la végétation luxuriante et dont les berges abritent des villages indiens, galibis ou wayanas, et des villages djukas, saramacas ou bonis, "nègres marrons" qui ont fui l'esclavage au XVIIIe siècle.

Les capitaines (chefs de village) accueillent avec émotion Jacques Perantoni, 45 ans, candidat PS, qui est aussi premier fédéral, et Gilles Beaudi, 24 ans, son suppléant, jeune conducteur d'engin BTP, chômeur récent.

A chaque arrêt, les villageois sont surpris et étonnés de voir qu'un candidat vient leur rendre visite. Ils montrent leur dénuement presque total : pas d'électricité, pas d'eau potable. Par exemple, les instituteurs remplissent leur mission dans des conditions d'une difficulté extrême : pas de locaux scolaires, pas de matériel éducatif.

UN CANDIDAT EN PIROGUE

Les discussions s'engagent, en français, en créole, en taki-taki (la langue du fleuve, commune avec les populations de la berge surinamienne). Ce sont des chapelets de doléances sur les moyens d'existence décente, sur la réalité sociale des villages du fleuve. Le député sortant RPR est bien souvent mis en cause : la plupart des villages n'ont eu, en cinq ans, sa visite qu'une seule fois, et encore, ce fut un bref passage en hélicoptère.

L'éco-aménagement des villages du Maroni est un axe essentiel de la campagne de Jacques Perantoni. Les communes en sont au stade de la survie, tout est à y faire. Il faut surtout y organiser le service public. Leurs revenus ne proviennent que de la DGF qui est largement insuffisante : du pain sur la planche pour le futur député.

Arrêt à Grand-Santi, après le passage des rapides des Abattis-Cotticas, où les secousses ont été rudes, et bien mise à l'épreuve la dextérité d'Antoine, le piroguier, et de son "takari"... C'est la commune de France dernière née, puisque créée le 1er janvier 1993. Elle résulte de la séparation de Grand-Santi, commune djukas, de celle de Papaïchton, commune boni. Les élections municipales ont eu lieu le dimanche précédent. L'équipe municipale toute récente s'installe. Soutenue par le PSG (Parti socialiste guyanais), elle a raflé tous les sièges. Jacques Perantoni et Gilles Beaudi rendent visite aux deux listes qui étaient en présence et constatent le dur apprentissage de la démocratie chez les populations du fleuve.



▲ *Jacques Perantoni (à d.) dans le bourg de Monfina.*

Le soir, la brume descend sur le Maroni, les hamacs de toute l'équipe sont tendus dans le "carbet de passage", le repas chauffe sur le feu de bois, sous la haute autorité de Richard.

A la redescente du Maroni depuis Maripasoula (deux jours), les casquettes et les "tee-shirts" au sigle PS et aux noms de Jacques et Gilles sont sur toutes les têtes et toutes les poitrines.

Auprès le Maroni, ce sera Saül, commune du centre de la Guyane. Mais là, ce sera autre chose : Bernard, le camarade pilote, devra trouver la "piste" d'atterrissage au milieu de l'océan vert d'Amazonie...

Jean-Pierre Meleder

extrême droite : vieux refrains et nouveaux couplets

L'extrême droite en France, telle que la décrivent des historiens autour de Michel Winock (1), a connu d'importantes mutations mais ses obsessions restent les mêmes.

Le Front national n'a fait guère parler de lui dans cette campagne. Dans les cas de disette médiatique, Le Pen donne dans la provocation, comme en témoigne sa descente musclée à Gardanne, dans la circonscription où se présente Bernard Tapie, où ses nervis ont molesté quelques contre-manifestants. L'érosion dans les sondages ne doit pas faire oublier que les intentions de vote en faveur du FN restent à un niveau élevé : avec 11 à 12%, il talonne les écologistes. Le Front national s'est enkysté dans la vie politique française, attention aux surprises...
Mais, traditionnellement, l'extrême droite, mouvement permanent et parfois influent, voit le pouvoir lui échapper. "Vichy mis à part, qui fut rendu possible par les circonstances de la défaite, la tradition contre-révolutionnaire et les divers avatars du national-populisme (pour ne pas parler du fascisme pur et dur) n'ont jamais réussi à imposer leurs lois à la vie politique française." Michel Winock, qui fait ce constat, n'en est pas moins prudent : "L'histoire qui témoigne en faveur des facultés de résistance des Français aux dérives populistes n'est jamais simple répétition : elle ne peut encourager au laisser-faire... Quand l'irréparable surgit, on se fait toujours fort d'expliquer la nécessité, mais c'est après coup : la veille, personne ne s'y attendait."

DEUX TRADITIONS

Michel Winock distingue deux traditions. La première, celle de la droite contre-révolutionnaire, naît dès 1789 : "Au début étaient la Révolution et la Contre-Révolution, opposition matricielle de la France contemporaine à laquelle il faut toujours revenir pour comprendre la formation des familles politiques." Le concept de droite et de gauche vient de la position dans l'hémicycle de l'Assemblée constituante des partisans et des adversaires du veto du roi.
Il contient en germe le clivage monarchistes-républicains qui s'installe pendant près d'un siècle.
Un courant viscéralement antirévolutionnaire survivra en refusant le compromis que la droite monarchiste fait avec la République.
Un autre courant se développe dans les années 1880. Il croit trouver un débouché avec le général Boulanger. "Il s'agit non plus de restaurer la monarchie mais de fonder une république plébiscitaire, un Etat qui gouverne, un régime musclé." C'est à ce moment que se constitue l'extrême droite dans ce qui sera ses obsessions permanentes : "D'abord la demande impérieuse d'un ordre à rétablir sur les ruines de la décadence et contre les poisons dissolvants de la démocratie parlementaire. Il faut rebâtir la maison France, soit sur les bases de la religion catholique, soit dans le culte d'un chef vénéré, soit dans l'exaltation d'un nationalisme fermé, aucune de ces fondations n'étant du reste exclusive l'une de l'autre." C'est à ce moment aussi qu'apparaît le ciment idéologique qu'est l'antisémitisme et les premières ligues. L'affaire Dreyfus leur donne l'illusion du triomphe : aux élections de 1898, un groupe antisémite se constitue à l'Assemblée qui comprend vingt-deux élus.

VICHY, L'ALGERIE, ET APRES...

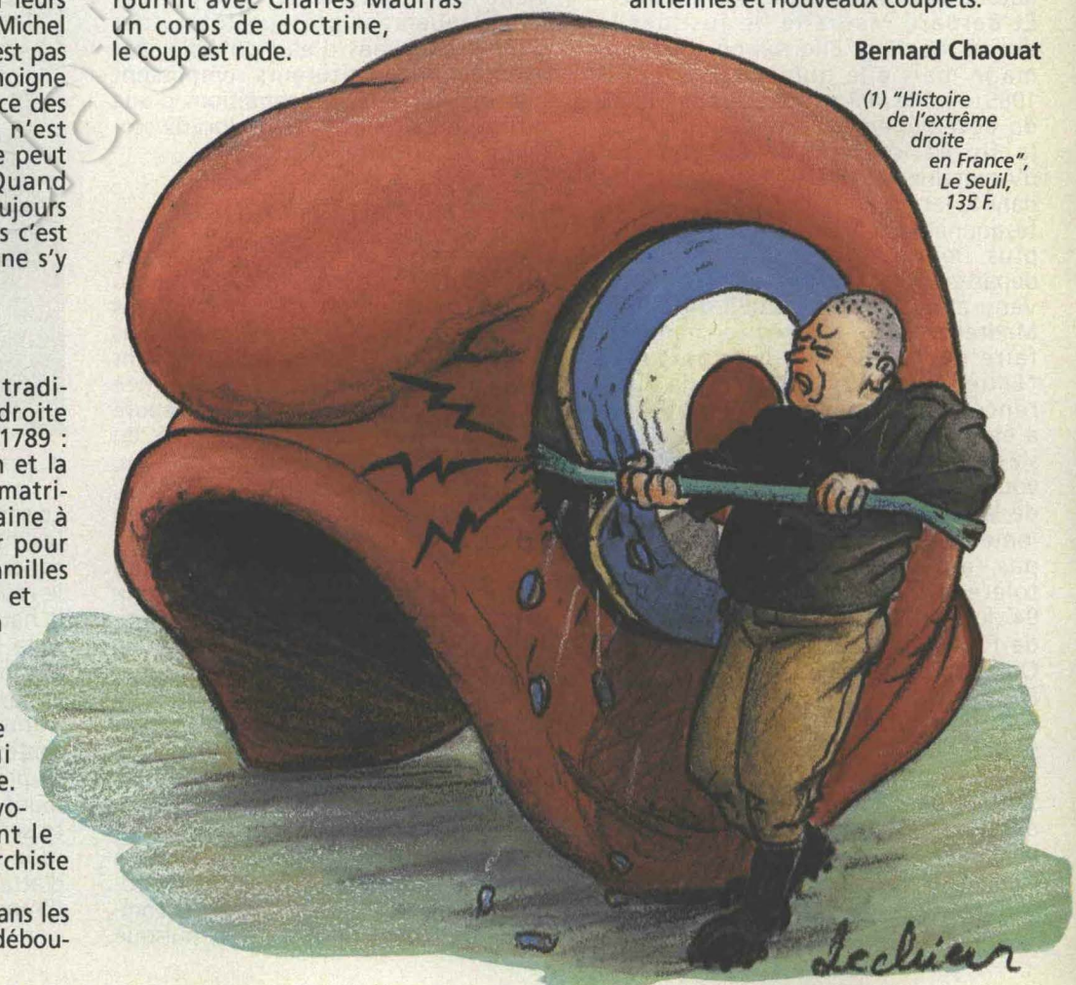
De larges franges du catholicisme accompagnent cette extrême droite antisémite. Aussi, quand le Vatican excommunie l'Action française, qui fournit avec Charles Maurras un corps de doctrine, le coup est rude.



Maurras saluera l'avènement du régime de Vichy comme une "divine surprise". Dans les années 30, se manifesteront tous les mouvements qui fourniront leurs bataillons au vichysme et à la collaboration, avec l'essai d'acclimater le fascisme à la France sous la houlette du PPF de l'ancien communiste Jacques Doriot. La droite extrême s'installe au pouvoir avec Pétain, sous l'ombre de l'occupant. "Reste que, la paix eût-elle était signée... Philippe Pétain et les pétainistes convaincus auraient tout de même lancé une révolution culturelle autoritaire, qui était à leurs yeux la condition impérative de la renaissance française", écrit Jean-Pierre Azéma (1).
L'indignité qui frappe Vichy après la défaite allemande marginalise l'extrême doite avant que l'activisme en faveur de l'Algérie française ne la remette en selle. Entretemps, la flambée poujadiste, phénomène plus ambigu et plus large que l'extrême droite, envoie à l'Assemblée un certain Jean-Marie Le Pen qui, comme le montre Jean-Pierre Rioux, aura été de tous les combats de l'extrême droite de l'après-guerre. Le Front national, héritier de toutes ces traditions, marque une nouvelle mutation de l'extrême droite. Encore faut-il reconnaître vieilles antiennes et nouveaux couplets.

Bernard Chaouat

(1) "Histoire de l'extrême droite en France", Le Seuil, 135 F.



LEGISLATIVES 93

repères pour lire le premier tour

Dimanche soir, il faudra analyser nos résultats. Traditionnellement, quelle que soit notre cote dans l'opinion, le premier tour est dur pour les socialistes.

Notre résultat, si on excepte les situations d'entraînement par l'élection présidentielle et le cas particulier de l'élection à la proportionnelle en 1986, se situe entre 20 et 25% des voix comme en témoigne le graphique ci-dessous qui rappelle les pourcentages obtenus au premier tour des législatives précédentes. Rappelons-nous qu'en 1978 nos 22,5% ne nous avaient pas empêché de gagner 1981, où François Mitterrand ne réunissait "que" 26% des électeurs au premier tour. Et nous n'avions pas, à l'époque, la crédibilité de gouvernants que personne ne nous conteste plus sérieusement aujourd'hui.

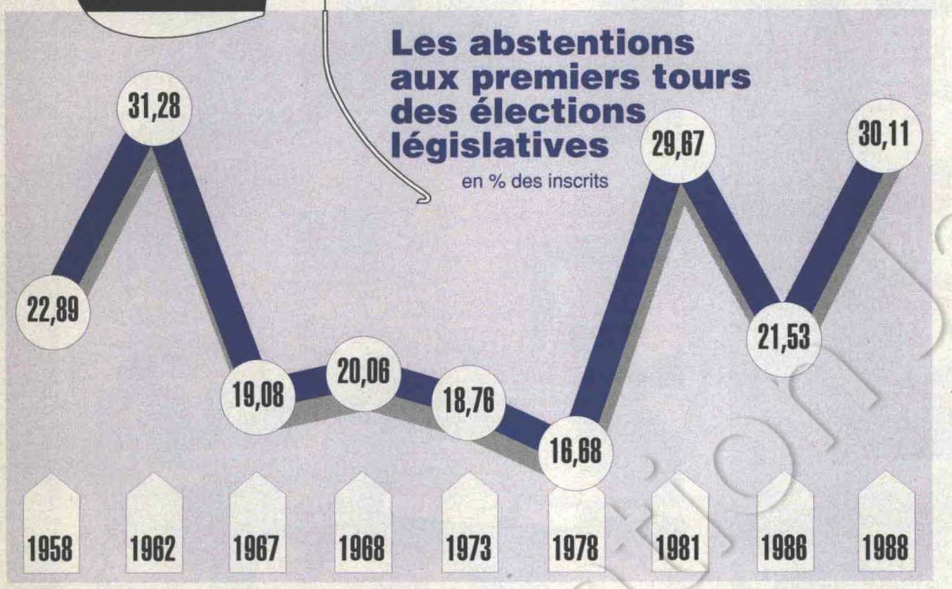
Le taux de participation jouera un grand rôle, puisque, pour pouvoir se maintenir au second tour, un candidat doit avoir réuni au moins 12,5% des inscrits, soit près de 18% des votants dans l'hypothèse d'une participation de 70% (raisonnable compte tenu de l'anticipation des résultats par les sondages successifs). Cela limitera sérieusement le nombre de triangulaires. Et le système majoritaire va, cette fois, montrer de façon caricaturale sa capacité de déformer le vote en amplifiant de façon démesurée le résultat de la plus grosse minorité. Avec seulement 40% des voix, la droite va accaparer 70% des sièges, alors que près de 30% des électeurs pourraient ne pas avoir du tout de représentant. Nous allons constater une fois de plus que le système majoritaire à deux tours impose des alliances.

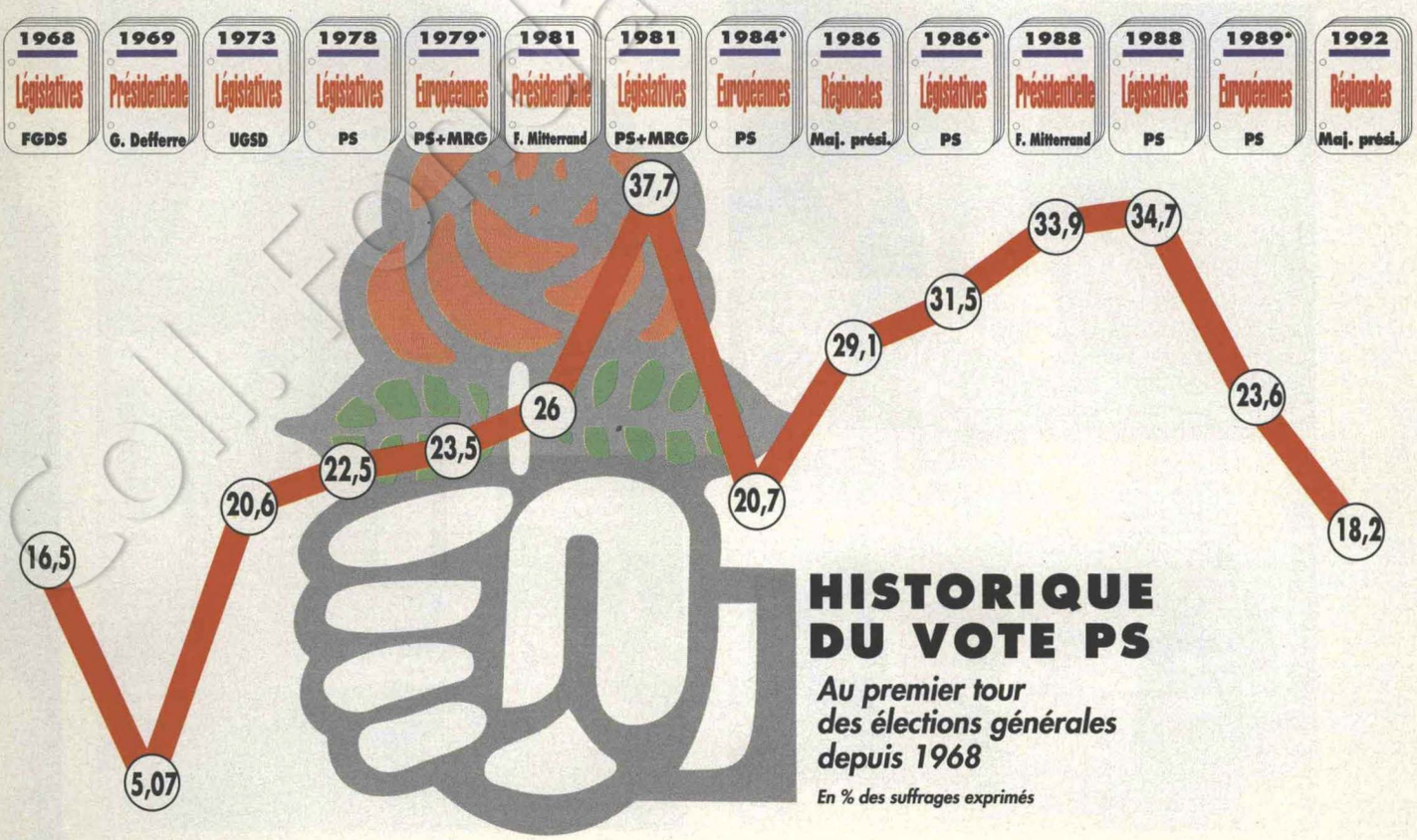
Quant aux élus du premier tour, ils sont généralement à droite, puisqu'à gauche le rassemblement sur un nom se fait entre les deux tours.

Jacques Goubin

REPARTITION EN SIEGES DES ELUS AU 1ER TOUR DES LEGISLATIVES DEPUIS 1968

	1968	1973	1978	1981	1988
PC	6	8	4	7	1
PS	0	1	1	47	40
RPR	124	26	31	50	38
UDF	33	19	32	48	38
Divers	3	6	0	2	3





HISTORIQUE DU VOTE PS

Au premier tour des élections générales depuis 1968

En % des suffrages exprimés

IMAGES DE LA CAMP



1



2


3


4



5


6

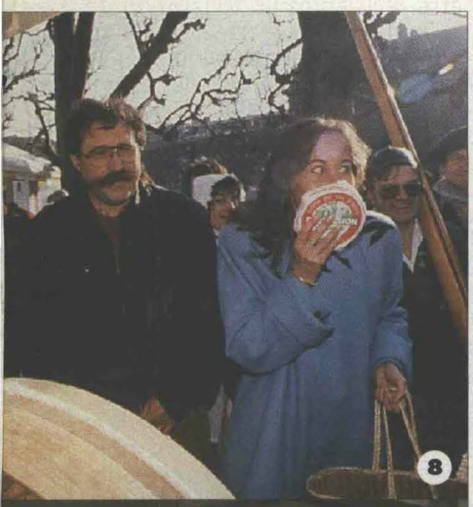

7





Col. Fondation Gabriel Péri

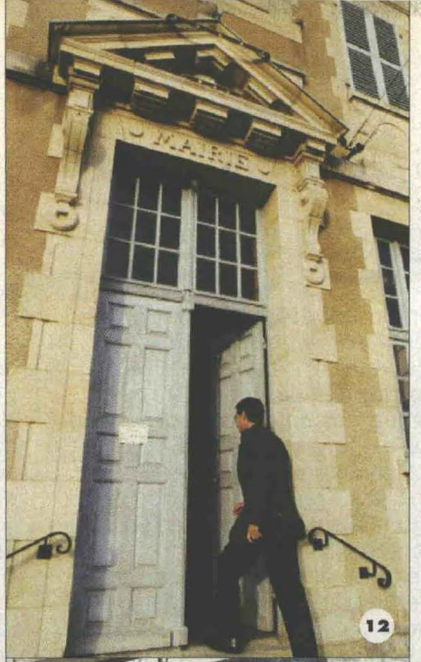
PAGNE













1 *Coller, d'accord, mais uniquement où l'on nous dit de coller. Comme ici à Sceaux (Hauts-de-Seine).*

2 *Et si la musique adoucissait les mœurs politiques ? Campagne en fanfare, à Lille.*

3 *Grande nouveauté : la réunion d'appartement. Proximité et convivialité. Pierre Moscovici à l'œuvre, à Hérimoncourt (Doubs).*

4 *Rien ne remplace l'effervescence du meeting. Bain de foule pour Laurent Fabius à Dunkerque avec Albert Denvers et Michel Delebarre.*

5 *Quand le ministre, Martine Aubry, donne un coup de main au candidat, Daniel Vaillant. Beaucoup de questions sur le partage du travail, des réponses claires et précises.*

6 et 10 *Dans la panoplie du candidat idéal : papier, crayon et sourires. Permanences ambulantes pour Frédérique Bredin à Fécamp et Edmond Hervé à Rennes.*

7 *Ecrire, plier, coller... Les militants ont répondu à l'appel.*

8 et 13 *Passage obligé : le marché. Dans les Deux-Sèvres, Ségolène Royal n'a pu résister au chabichou. Michel Rocard a-t-il croqué la pomme dans les Yvelines ?*

9 *Autre haut lieu d'une campagne : le bistrot. Jean-Pierre Balligand offre sa tournée à Esqueheries (Aisne).*

11 *Ah, si seulement une main serrée valait une voix ! Lionel Jospin en plein exercice, à Portet-sur-Garonne (Haute-Garonne).*

12 *Incontournable : la visite des mairies. Jean Mallot, dans l'Allier, a ainsi rencontré les 154 maires de sa circonscription.*

14 *Véronique Néiertz et ses très jeunes gardes du corps artistes à Bondy (Seine-Saint-Denis).*



Fonds Photographies

ELECTIONS LEGISLATIVES

la surveillance du vote



Une élection législative mobilise la plupart d'entre nous à la tenue ou à la surveillance des bureaux de votes. Si vous n'avez pas été sollicité, vous pourrez, au cours de la journée de dimanche, vous proposer au président de votre bureau de vote pour participer au dépouillement comme scrutateur. Afin de vous aider au cours de cette journée électorale, voici quelques rappels pratiques.

Les bureaux de votes sont présidés par les maires, adjoints et conseillers municipaux ou, à défaut, désignés par le maire parmi les électeurs de la commune.
Ils sont composés d'un président et d'au moins quatre assesseurs. Chaque candidat a le droit de désigner un assesseur titulaire et un suppléant par bureau.
Il peut également désigner un ou plusieurs délégués qui ne seront pas membres des bureaux de vote mais pourront le représenter, surveiller le bon déroulement du vote et du dépouillement, et signer le procès-verbal en faisant noter, si nécessaire, leurs observations.

A L'OUVERTURE DU BUREAU

Soyez à l'heure ! Le scrutin s'ouvre à 8 h. Vous devez, si vous êtes président ou assesseur, vous trouver au bureau de vote dès 7 h 45 pour veiller à sa bonne mise en place et à la répartition du travail. Vérifiez que vous disposez d'autant d'enveloppes que d'électeurs inscrits, que les bulletins de vote sont bien installés dans l'ordre des panneaux sur la table tenue par un(e) secrétaire désigné(e) par la mairie. Cet employé communal distribuera, pendant la durée du vote, les enveloppes (une à chacun) aux électeurs qui se présenteront.
La liste d'émargement, tenue par les assesseurs, doit être vierge de signatures.
L'urne doit être transparente, vide, fermée à clef par deux serrures différentes. Une des clefs doit être remise à un assesseur tiré au sort.

PENDANT LE SCRUTIN

Trois membres du bureau au moins devront être présents pendant tout le cours des opérations électorales.
L'identité des électeurs doit être vérifiée, pas uniquement par le président, en présentant un des documents prévus par la loi (la liste de ces documents est affichée dans les bureaux de vote).
La présentation de la carte d'électeur n'est pas obligatoire. Il suffit que l'électeur soit bien inscrit sur la liste d'émargement. S'il ne l'est pas, il doit présenter une décision du juge d'instance ordonnant son inscription ou un arrêt de la cour de cassation annulant un jugement qui aurait prononcé sa radiation.
Le vote est secret, chaque électeur doit passer par l'isoloir pour glisser le bulletin de son choix dans l'enveloppe. Il se présente alors au président, fait constater qu'il n'est porteur que d'une seule enveloppe et l'introduit lui-même dans l'urne. Il doit ensuite signer la liste d'émargement et un membre du bureau estampille sa carte d'électeur ou sa procuration au moyen d'un timbre portant la date du scrutin. En cas de difficulté au cours du vote, les membres du bureau se prononcent à la majorité simple. Dans ce cas, les minoritaires peuvent inscrire leur position sur le procès-verbal.

PENDANT LE DEPOUILLEMENT

A l'heure de la fin du scrutin, le président proclame sa clôture. Aucun vote ne peut être reçu après la déclaration de clôture. Toutefois, les électeurs présents dans le bureau sont admis à voter.
Le dépouillement est public, les candidats ou leurs représentants, en particulier, doivent pouvoir le contrôler. La salle devra donc être ouverte et l'accès libre.
Des scrutateurs sont désignés par le bureau parmi les électeurs présents, les candidats ou leurs délégués peuvent également en désigner. Les membres du bureau ne peuvent participer au dépouillement que si le nombre de scrutateurs est insuffisant.
Les membres du bureau procèdent au dénombrement des émargements. Ensuite, ils ouvrent l'urne et vérifient le nombre des enveloppes. Si ce nombre est différent de celui des émargements, il en est fait mention au procès-verbal.
Les scrutateurs se répartissent par tables, au moins quatre à chacune.
Les enveloppes contenant les bulletins sont groupées par paquets de 100 et ces paquets introduits dans des enveloppes réservées à cet effet. Ces enveloppes sont fermées au fur et à mesure et signées par le président et au moins deux assesseurs représentant des candidats différents.
A chaque table, l'un des scrutateurs extrait le bulletin de chaque enveloppe et le passe déplié à un autre scrutateur. Celui-ci le lit à haute voix. Les noms portés sur les bulletins sont comptabilisés par deux scrutateurs au moins sur des listes préparées à cet effet. Si une enveloppe contient plusieurs bulletins, le vote est nul s'ils sont différents. Les bulletins multiples ne comptent que pour un seul quand ils désignent le même candidat (veillez à détruire immédiatement les doubles).
Les bulletins blancs ou nuls sont signés par les membres du bureau et annexés au procès-verbal.

APRES LE DEPOUILLEMENT

Dès qu'ils sont comptabilisés et vérifiés, les résultats sont reportés sur le procès-verbal. Celui-ci doit être signé par les membres du bureau de vote avant d'être remis par le président au bureau centralisateur de la circonscription. De son côté, votre candidat vous aura probablement demandé de lui communiquer rapidement les résultats de votre bureau, ne le faites pas languir. Appelez sa permanence avant de la rejoindre. Une fois les résultats analysés et commentés, il ne vous restera plus qu'à aller récupérer vos forces en attendant dimanche prochain. Dur, dur, d'être militant et contraignante mais exaltante, la démocratie.

J.G.

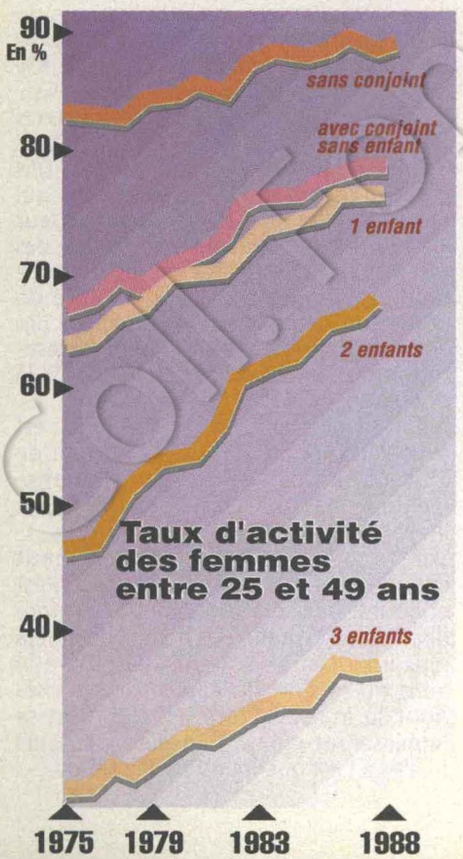


POLITIQUE FAMILIALE

le choix des femmes : enfants plus travail

L'opposition va devoir réviser sa copie : aucune allocation ni salaire maternel ne cantonnera désormais les femmes à la seule éducation de leurs petits. C'est ce qui ressort du rapport sur les politiques familiales rendu par le CERC (Centre d'études des revenus et des coûts).

Les mères de famille ne rentreront pas à la maison. Et aucun salaire maternel n'y changera rien. Les chercheurs du CERC, qui ont étudié l'évolution de la politique familiale depuis cinquante ans, aboutissent à une conclusion sans appel. Instaurée en 1947 en France pour favoriser la reprise de la natalité, la politique familiale et tout son éventail d'allocations familiales et d'allégements fiscaux, ont-ils contribué à encourager la natalité ? "Il faut relativiser sérieusement les effets du système d'aide à la famille", souligne Philippe Madinier, l'un des réalisateurs de l'étude. D'abord parce que l'activité des femmes augmente dans tous les pays d'Europe, quelle que soit la politique familiale. Ensuite, parce que l'évolution de la taille des familles, notamment "la raréfaction des familles très nombreuses, de cinq enfants et plus, correspond à une tendance ancienne et commune de toutes les sociétés développées."



Peu influentes sur la natalité, les politiques familiales avaient également pour objectif la réduction des inégalités. "A nombre d'enfants égal, le montant total des prestations familiales est plus important pour les familles de condition modeste, du fait des conditions de ressource auxquelles est subordonné le versement de certaines prestations", souligne le CERC. Reste que le revenu des familles nombreuses est nettement moindre que celui des familles restreintes. Ce qui amène le CERC à se demander de façon aussi iconoclaste que judicieuse "si les aides financières à la famille ne sont pas, au moins pour une part, responsables de ce manque à gagner qu'elles se trouvent approximativement compenser, car l'existence même de ces aides tend à amoindrir l'intérêt financier d'un second salaire." La participation des femmes à l'activité économique n'a cessé de s'accroître, y compris des mères de famille nombreuse : en trente ans, la proportion de mères de trois enfants exerçant une activité professionnelle a plus que doublé. Cette évolution est irréversible, affirment les experts du CERC. D'où leur conclusion claire, sans appel : "Une politique soucieuse de soutenir la fécondité doit non plus aider les femmes à rester chez elles mais à concilier maternité et activité professionnelle." Bref, pour relancer la natalité, mieux vaut créer des crèches qu'encourager par une allocation les femmes à rentrer chez elles. Ceux qui, à droite, militent pour un salaire maternel, se trompent en croyant qu'ils vont ainsi favoriser la natalité. Ils vont, en outre, à l'encontre de l'évolution de toute la société et... de la volonté des femmes. Avis aux intéressés !

Patricia Jaffray

(1) "Politique familiale et dimension de la famille", CERC, Documentation française.

BREF... EN BREF... EN

■ **Le projet de loi créant une caisse de garantie des retraites a été présenté au conseil des ministres, le 17 mars. Le financement en sera assuré par les dividendes des entreprises publiques du secteur concurrentiel : en fait partie, la Française des jeux.**

■ Les effectifs des salariés ont baissé de 0,9% en 1992. Au cours du quatrième trimestre, les pertes d'emplois ont été fortes dans l'industrie (1%) et le BTP (1,2%) mais aussi dans le tertiaire, avec 0,4%.

■ **Les prix ont augmenté de 0,4% en février, le même pourcentage qu'en janvier, selon l'indice provisoire de l'INSEE. Sur un an, la hausse est de 2,1%.**

■ Le taux de chômage dans la CE était de 10% en janvier. Le plus élevé depuis avril 1988.

■ **3615, code COLOG. L'observatoire des finances locales met à la disposition du public des données sur la situation financière des collectivités. 650 villes sont déjà au menu. L'objectif est de fournir les informations concernant les 884 communes de plus de 10.000 habitants, puis les régions, départements...**

■ Les fabricants de matière plastique et vendeurs d'eau minérale viennent de créer une société anonyme, "Valorplast", destinée à recycler, à partir de 1996, un milliard de bouteilles plastiques par an.

■ **Quand on leur dit "mémoire", les lycéens de terminale pensent d'abord au "Journal" d'Anne Frank, puis à "La Recherche du temps perdu", de Proust, enfin à Chateaubriand pour les "Mémoires d'outre-tombe". Enquête lancée à l'initiative de la direction du Livre, du Centre national des lettres et de l'Association des professeurs d'histoire-géographie à l'occasion du Salon du livre.**

■ L'UNEF-ID (gauche) en tête pour la première fois des élections étudiantes à la faculté de droit d'Assas (Paris II), trois points devant l'UNI (droite dure). Symbolique dans cette fac, bastion traditionnel de la droite extrême.

■ **45,5% des jeunes de 16 à 25 ans étaient scolarisés en 1991-1992. En 1983, ils étaient moins d'un sur trois.**

■ Freinet, Decroly, Montessori... dans les années 20, des pédagogues ont fait émerger de nouvelles conceptions de l'éducation, plus libres et imaginatives. Aujourd'hui, des écoles appliquent ces pédagogies différentes, qui ont d'ailleurs largement influencé la rénovation instituée par Lionel Jospin. Témoignages et adresses dans "Une autre école pour votre enfant", de Laura Alcoba et Agnès Beaudemont-Dubus (Albin Michel, 98 F).



BOSNIE

entre traité et intervention



A Srebrenica, menacée par les Serbes, la détermination et le courage du général Morillon mettent en évidence la nécessité de trouver une solution au conflit dramatique de l'ex-Yougoslavie.

Le dernier avertissement a été lancé à Milosevic par François Mitterrand, Lord Owen et Cyrus Vance. La situation désespérée des enclaves musulmanes de Bosnie orientale vient d'être encore illustrée par les appels de détresse du général Morillon à Srebrenica. Le plan Vance-Owen a été accepté sous condition par le gouvernement bosniaque. Tous ces événements font considérablement se rapprocher l'heure de vérité et sans doute l'épreuve de force pour les extrémistes serbes, mais aussi pour la communauté internationale.

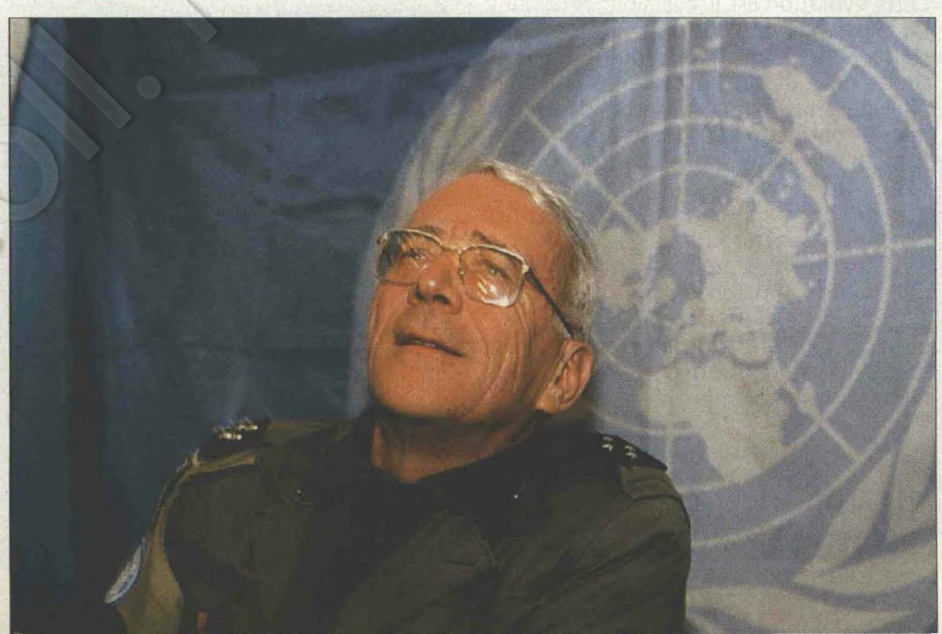
L'offensive des troupes serbes se poursuit pour s'emparer de la totalité d'une région censée revenir aux musulmans d'après la carte de découpage ethnique proposée par Lord Owen et Cyrus Vance. Cette agression ne peut être ressentie que comme un défi par les autorités internationales, car elles ont tout misé sur la réussite du plan de paix dont la discussion a d'ailleurs repris à New York. L'acharnement avec lequel les extrémistes serbes se constituent un Etat ethniquement pur, dans des frontières qu'ils taillent à leur convenance, témoigne de leur volonté de parachever à tout prix leurs conquêtes. Cette attitude délibérée jette du même coup un sérieux doute sur l'influence modératrice présumée du président Milosevic.

L'homme fort de Belgrade a été placé par ses interlocuteurs parisiens devant un choix sans détour : ou bien il persuade ses amis de Bosnie d'accepter le document Vance-Owen, ou bien il expose la Serbie aux conséquences de l'application totale et effective du blocus décrété par le Conseil de sécurité de l'ONU, le 30 mai 1992, c'est-à-dire à son asphyxie inéluctable.

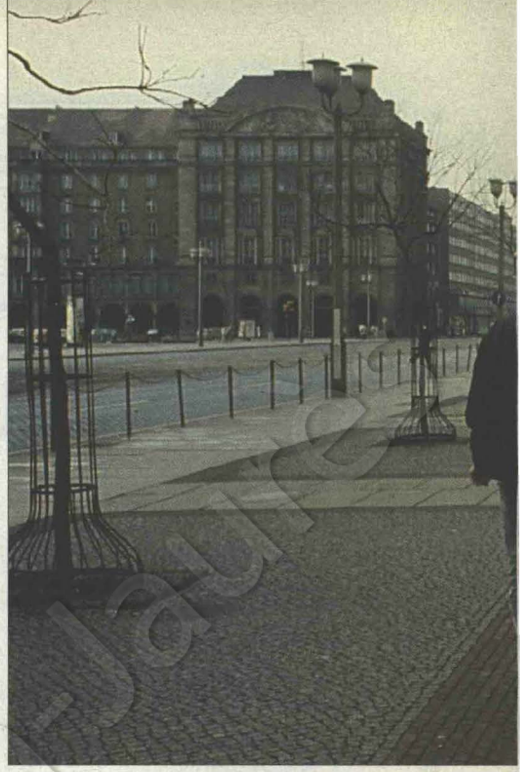
Dès lors, et quelle que soit la réponse définitive des dirigeants serbes aux propositions Vance-Owen, la seule question sera de savoir ce qu'ils feront sur le terrain. Il reviendra alors à la communauté internationale de répliquer s'ils s'obstinaient à poursuivre leur politique d'épuration ethnique et de guerre.

Que le général Morillon, qui ne passe pas pour être influencé par les préjugés hostiles aux Serbes, parle "d'empêcher un crime contre l'humanité" à Srebrenica, que François Mitterrand prévienne Milosevic qu'au cas où les Serbes refuseraient le plan Vance-Owen, la communauté internationale agirait, sont des signes qui devraient présager des initiatives nouvelles si rien ne changeait pour les malheureux habitants de la Bosnie-Herzégovine.

Maurice Lazar



L'initiative du général Morillon aura eu le mérite de mettre en lumière la détresse des populations civiles.



▲ *Dresde. Sur le plan économique, on peut craindre que le*

d

Le gouvernem pour développer
Steffen Reich

Quelle est la situation économique et sociale dans l'ex-Allemagne de l'Est ?

Steffen Reich. La réunification de l'Allemagne a apporté un bouleversement radical dans la vie des gens de l'Est. Sur le plan de l'emploi, d'abord, avec une chute brutale du nombre d'ouvriers, notamment dans l'industrie. Il y a actuellement, dans l'ensemble du pays, 3,5 millions de chômeurs. Mais le taux de chômage dans l'Ouest est de 8% de la population active, et de 15% à l'Est. Il est vrai, toutefois, que les transferts financiers de l'ouest vers l'est sont très importants (110 à 130 milliards de DM par an). Ils ont entraîné, pour ceux qui ont un emploi, une amélioration de leur vie quotidienne (même si le niveau des salaires à l'est représente 60% de ce qu'il est à l'ouest). Mais la crainte de perdre un emploi ou son logement (les anciens propriétaires réclament la restitution de leurs biens) pèse lourd sur la population.

Il faut savoir aussi que l'endettement est considérable. En 1994, l'Allemagne de l'Est aura atteint un niveau d'endettement comparable à celui accumulé dans les Länder de l'ouest en quarante ans.

Sur le plan économique, on peut craindre que le déséquilibre entre l'est et l'ouest de l'Allemagne ne s'approfondisse dans les années à venir (il est déjà plus important que celui qui sépare le nord du sud de l'Italie). Les entreprises dont la maison mère est à l'ouest se mobiliseront moins pour défendre leurs filiales à l'est que leur siège à l'ouest.



déséquilibre entre l'est et l'ouest de l'Allemagne ne s'approfondisse dans les années à venir.

ALLEMAGNE

es équilibres à trouver

ent et l'opposition ont conclu un "pacte de solidarité"
l'économie est-allemande difficile à imaginer en France.
président du SPD du land de Brandebourg, explique.

Les relations sont-elles bonnes entre Allemands de l'Ouest et de l'Est ?
Oui, plutôt bonnes. Même si certains Allemands de l'Ouest se comportent parfois en colonisateurs et que d'autres ne veulent plus payer pour l'Est. En réalité, on aurait pu mieux surmonter les difficultés si Helmut Kohl avait eu une stratégie à long terme. Or, il a privilégié les décisions à effet immédiat dans un but électoral. Elles ne sont bonnes ni sur le plan économique ni sur le plan politique. Le président du SPD, Johen Vogel, avait proposé au chancelier, avant les élections de 1990, que la responsabilité de la réunification soit gérée en commun. Les Allemands de l'Ouest auraient sûrement mieux accepté le coût de l'unification. Mais Helmut Kohl a refusé. Aujourd'hui, la signature d'un "pacte de solidarité" va dans le bon sens.

Un retour en force de l'extrême droite est-il possible ?
La flambée de l'extrême droite, à l'Est comme à l'Ouest révèle une approche simpliste de la part de ceux qui se tournent vers le passé pour y puiser des solutions pour l'avenir que les hommes politiques actuels ne leur ont pas proposées clairement.
Mais il faut mettre en parallèle ces phénomènes minoritaires avec les centaines de milliers de personnes qui, à plusieurs reprises, ont manifesté contre les comportements racistes. L'extrême droite progresse peu aujourd'hui. Les nazis représentent 2 à 3% de la population. Les réactions xénophobes des populistes de droite s'expliquent en partie par le fait qu'ils ne sont pas habitués à recevoir dans leur pays 350.000 demandeurs d'asile par an, depuis quatre ans, ni à cohabiter, comme en France, avec des étrangers. Il me semble cependant aujourd'hui primordial de ne pas laisser pourrir la situation. La coalition qui dirige l'Allemagne est à bout de souffle et le gouvernement peut tomber à tout moment. Helmut Kohl rencontre en effet de sérieuses difficultés avec sa majorité, au Bundestag comme dans l'opinion.

Comment peut évoluer la situation politique ?
Une grande coalition SPD-CDU, telle qu'elle a existé entre 1966 et 1969, peu souhaitable en général, pourrait répondre à la situation très difficile dans laquelle se trouve l'Allemagne aujourd'hui. Une telle coalition est en place à Berlin et dans le Bad-Wurtemberg. Mais je connais les obstacles à un tel projet. Quoi qu'il en soit, il faut désormais penser différemment et, au moins, établir une meilleure coopération entre les grandes forces politiques. Les résultats des élections municipales en Hesse démontrent bien que les Allemands recherchent plus des gens qui savent diriger que des opposants.
Un bon gouvernement devrait conduire la Bundesbank à baisser ses taux d'intérêt plus qu'elle ne l'a fait jusqu'à présent. Il devrait aussi faire progresser l'Europe vers une structure fédérative.

Propos recueillis par Ghislaine Toutain

CUBA

une île contrainte de changer

Les Cubains ont voté, le 24 février, pour la première fois depuis 1958. Mais rien ne va plus dans l'île. Il est temps de tourner la page.

Les listes ont été accommodées comme en URSS hier : 60% des candidats étaient membres du PC. Les dissidents avaient été intimidés bien avant les élections. La participation était quasi obligatoire. Malgré tout, le régime a pris un risque. Le vote était secret avec isoloirs et enveloppes. L'opposition de l'extérieur recommandait depuis Miami d'écrire "non" sur les bulletins. Les touristes étaient là, et surtout la presse étrangère qui a pu faire son travail convenablement. Le résultat attendu était au rendez-vous. La participation a atteint le niveau record de 99,57%. Tous les candidats ont été élus au premier tour. Cela dit, Fidel Castro n'a pas eu un 20/20. 4% des votants ont dit "non", explicitement. 3% ont rayé les bulletins et 5% des suffrages validés ont éliminé des noms sur la liste présentée. Compte tenu du contexte, c'est beaucoup. D'autant plus que, selon les observateurs, le dépouillement fut complaisant.
Ça grogne donc, mais pourtant ça passe. Pourquoi le régime a-t-il organisé cette demi-parodie d'élection ? La situation générale y est pour beaucoup. Depuis trente ans, les Etats-Unis imposent un embargo que George Bush a renforcé en octobre dernier. L'URSS, qui avait pris le relais, n'existe plus. Cuba paye son pétrole et vend son sucre au prix du marché. En trois ans, les importations d'huile sont passées de 13 à 5 millions de tonnes. La vie s'étouffe lentement, le quotidien est de plus en plus insupportable. L'électricité est coupée six à huit heures par jour. Les bœufs ont pris la place des tracteurs à la campagne. Les bicyclettes remplacent les transports en commun. Le lait est réservé aux enfants de moins de sept ans. La bière est rationnée. La télévision réduit le nombre de ses heures de diffusion et les journaux leur tirage. Le système de santé et la protection sociale, orgueils du régime, sont menacés. Mais aucune perspective de changement n'a convaincu les Cubains. Leurs compatriotes de Miami lancent des cris de guerre. Et quand ils le peuvent, les Cubains abandonnent le navire, en bateau ou en avion. Les autres, ceux qui restent, préfèrent aménager le présent en attendant mieux. Castro l'a bien senti. Il a mené une campagne électorale nationaliste autant que



La Havane. Une bonne humeur qui exorcise le quotidien, de plus en plus insupportable.

communiste. Et surtout, il a promis de relever le défi économique. Des accords de troc ont été passés avec les exclus de la société internationale, la Corée du Nord ou l'Iran. Le régime de la propriété a été modifié pour faciliter l'investissement étranger. Quatre-vingts sociétés espagnoles, canadiennes, mexicaines et françaises ont répondu à l'appel dans le tourisme et la prospection pétrolière.

Une course de vitesse est engagée entre Cuba et les Etats-Unis. L'ouverture économique s'accompagne d'une rigueur morale et idéologique renforcée, mais les pourboires en dollars ont été rétablis à Varadero, la grande plage, et le marché noir et la prostitution ont décollé avec le tourisme. A Miami, les milieux économiques suivent de plus en plus mal les anticastristes irréductibles. Canadiens et Européens prennent en effet quelques longueurs d'avance sur le marché cubain. La corde n'a jamais été aussi tendue. Castro refuse le changement démocratique. Les Etats-Unis ont renforcé le blocus. Mais le changement de cap économique a créé une dynamique à Miami et à La Havane. La Colombie, le Mexique, le Venezuela, la CE, poussent donc au compromis. L'affrontement Est-Ouest, c'est fini. Les derniers soldats russes sont sur le départ. Il est temps de tourner la page, d'organiser de vraies élections et de lever l'embargo. L'ONU a conforté l'option. Castro a fait un geste le 24 février avec le demi-vote. Il l'a doublé de paroles aimables à l'intention de Bill Clinton, qui a esquissé un geste en choisissant un Cubain, avocat d'affaires, connu à Miami et à La Havane, comme sous-secrétaire d'Etat pour l'Amérique latine. Mais il a fait machine arrière quelques jours plus tard. Les Cubains comptent les points, et restent entre deux chaises.

Jean-Jacques Kourliandsky

BREF... EN BREF... EN

■ **Australie. Les travaillistes ont remporté, le 14 mars, une cinquième victoire consécutive aux élections générales, malgré une forte récession économique. Selon les sondages, les conservateurs devaient gagner d'une courte tête. Ils n'ont obtenu que 66 sièges, contre 79 aux travaillistes. Ce qui donne au premier ministre, Paul Keating, la légitimité qui lui manquait dans son parti et dans l'opinion.**

■ François Mitterrand et Boris Eltsine à Moscou, le 16 mars, ont affirmé l'urgence d'une aide occidentale pour défendre les réformes économiques et démocratiques. Le président français propose un sommet des puissances occidentales, début avril.

■ **Trois cents Somaliens représentant quinze factions sont réunis depuis le 15 mars à Addis-Abeba pour tenter de sortir leurs pays du chaos. Cette conférence de réconciliation nationale se tient sous l'égide de l'ONU**

■ La Corée du Nord se retire du traité de non prolifération nucléaire. Crise économique et pénurie alimentaire sont la toile de fond de positions fort inquiétantes. Diversion aux difficultés intérieures ou guerre de succession ? La vigilance s'impose.

■ **Sénégal. Réélection officielle, au 1er tour, du président sortant Abdou Diouf, avec 58,4% des voix, contre 32% à son opposant Abdoulaye Wade.**

☎ 45.56.78.57 PETITES ANNONCES ☎ 45.56.78.57

Ville d'Hérouville-Saint-Clair

25.000 habitants

recrute

son RESPONSABLE "SPORT ET VIE ASSOCIATIVE"

- Véritable animateur de la ville, vous lancerez les projets d'action associative et vous en gérerez la réalisation.
- Membre à part entière de l'équipe de direction, vous aurez en charge l'organisation et la vie de l'ensemble du secteur sportif : gymnases, tennis, piscine, stades...
- Avant tout homme ou femme de terrain, vous possédez la force d'impulsion, le sens de l'initiative... Diplômé d'études supérieures, vous possédez une solide expérience dans le secteur associatif.

Candidatures sont à adresser à :
Monsieur le Maire d'Hérouville-Saint-Clair
14200 - HEROUVILLE-SAINT-CLAIR

18001

18002

Ville de Lonjumeau

21.000 habitants

recrute

◆

Un INFORMATICIEN chef de projet en informatique

Cadre A ou contractuel

Connaissance approfondie du monde UNIX ORACLE

◆

MISSIONS

- Assurer la continuité du service
- Poursuivre le schéma directeur informatique
- Négocier avec les fournisseurs
- Assurer et/ou compléter la formation de base des agents
- Assister les services confrontés à des aléas d'utilisation de l'outil informatique
- Négocier et contrôler les prestations avec les fournisseurs et les prestataires de service
- Garantir en relation avec le secrétaire général la constante cohérence des investissements informatiques, des développements de logiciels et de la maintenance des systèmes, en étroite collaboration avec les services.

Trois ATTACHES TERRITORIAUX confirmés

◆ **Responsable du service juridique conseil municipal**

Chargé de la préparation et du suivi des délibérations du conseil municipal, des affaires juridiques et du contentieux.

◆ **Cadre, chargé du suivi des activités de prévention-insertion**

Pour ce poste, sont requises :

- Motivation pour le domaine d'intervention
- Connaissance des procédures administratives et des partenaires institutionnels.

◆ **Directeur du secteur cultures et quartiers**

MISSIONS

- Mise en place des composantes organisationnelles et fonctionnelles du secteur : vie des quartiers, animation socio-culturelle, projets sociaux de quartiers
- Gestion administrative et budgétaire de l'ensemble des équipements et des activités de secteur
- Conception et programmation culturelle en relation étroite avec les activités de quartiers.

EXPERIENCE SIMILAIRE INDISPENSABLE DEMANDEE

Pour tous ces postes : rémunération statutaire + régime indemnitaire

Envoyer courrier manuscrit et CV à : Monsieur le Maire de Longjumeau, 156 Grande Rue 91160 LONGJUMEAU

Jean-Arthur Clotaire, baron de Petdechèvre, à son épouse restée sur ses terres

le peuple des grenouilles

• • •



Ma douce,

Un mien ami anglais me conta l'autre soir une fable qui, ce me semble, s'accorde bien à nos Français, d'autant qu'on sait comment les natifs d'Albion les surnomment. Je m'en vas vous la mander. Un peuple de grenouilles avait tant lassé les dieux que Jupiter, en sa sagesse, lui avait envoyé un roi débonnaire et doux. Mais ce peuple -je parle des grenouilles- n'aimait tant rien que le changement et pourvu que quelque chose -homme, parole ou chanson- fût nouveau, il le trouvait beau. Or donc, ce peuple fut bientôt lassé du roi que Jupiter lui avait donné. Il pleura, il cria, il coassa. Jupiter en eut bientôt la cervelle rompue.

"Donnez-nous,
dit ce peuple,
un roi qui se remue."
Le monarque des dieux
leur envoie une grue,
Qui les croque, qui les tue,
Qui les gobe à plaisir.
Et les grenouilles
de se plaindre.
Jupiter de leur dire :
"Eh quoi, votre désir
A ses lois croit-il
nous astreindre ?
Vous auriez dû
premièrement
Garder votre gouvernement.
Mais ne l'ayant pas fait,
cela doit vous suffire.
Votre roi était doux
mais celui-ci est pire."

Ma douce, il paraît que toutes sortes de grues, cigognes, avocettes, hérons, flamants, butors et autres marabouts de mauvais augure se pressent en foule pour venir croquer demain le peuple que je vous ai dit : c'est le peuple des grenouilles. Devant ces rapaces d'eau douce, gageons qu'il dira demain : nous aurions dû premièrement garder notre gouvernement.
Ce jour-là, ma douce, je m'en irai vous voir.

p.c.c. Jean Guiloineau

• • •



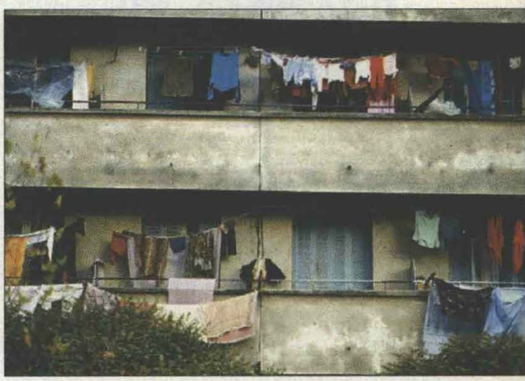
VIRGIL TANASE

Petites misères, grande misère

La démarche de Pierre Bourdieu et de ses quelque vingt collaborateurs l'ayant soutenu dans une recherche dont les résultats sont publiés aujourd'hui dans un ouvrage imposant, *"La Misère du monde" (1),* est sans équivoque : "Une politique réellement démocratique, écrit-il, doit se donner les moyens d'échapper à l'alternative de l'arrogance technocratique qui prétend faire le bonheur des gens malgré eux et de la démission démagogique qui accepte telle quelle la sanction de la demande, qu'elle se manifeste à travers les enquêtes de marché, les scores de l'audimat ou les cotes de popularité..."
La démarche sociologique aboutit, ici, à un texte presque militant, rappelant les beaux vieux jours où les intellectuels se sentaient plus solidaires de ceux qui en avaient vraiment besoin, au bénéfice desquels ils voulaient vraiment changer le monde.
La misère du monde existe, elle est diverse, elle est insupportable. L'ouvrage de Pierre Bourdieu et de ses collaborateurs ne se propose pas d'en parler dans des termes généraux, abstraits, qui l'aseptisent et en font un problème théorique, de laboratoire. La misère du monde a, ici, des noms, des histoires, des lieux, elle est la somme d'un certains nombre de cas qui apparaissent à mi-chemin entre l'enquête et le reportage. De l'immigré au paysan qui se débat dans des conditions d'exploitation de la terre contradictoires et insolubles ; du racisme ordinaire du gardien de HLM au fonctionnaire se heurtant aux difficultés quotidiennes sans avoir, dans sa hiérarchie, un interlocuteur ; du magistrat et de la femme flic jusqu'au malaise des petits commerçants écrasés par les "comptoirs coloniaux" (lire : grandes surfaces) ; du lycéen de banlieue au videur de boîte, les auteurs, groupés autour de Pierre Bourdieu, brossent le portrait d'un monde "qui va mal".

Ecrire sur la misère du monde, c'est retrouver, peut-être, un commencement de respect, un début d'humanisme, l'ébauche d'une civilisation collective qu'il faut réinventer pour se donner les raisons de nouvelles solidarités.

N'attendez surtout pas, de la part des auteurs, à des réponses générales, convenues, résumant en une phrase la cause des souffrances qu'ils enregistrent. Ils partent de l'idée qu'avant de guérir, il faut savoir écouter, entendre, ce qu'ils font avec patience, en essayant d'identifier les mille "petites misères" concrètes, immédiates, qui rongent notre société. Accusés d'avoir un peu perdu le sens de cette misère relative mais indiscutable qu'ils n'arrivent plus à voir, en raison du recul certain de la "grande misère" collective, aux politiques, ensuite, de prendre le relais et d'apporter des solutions.
Charles Szlakmann s'intéresse, lui aussi, à une forme de misère, celle des banlieues. Son ouvrage, *"La Violence urbaine" (2),* se veut à contre-courant des idées reçues : l'exigence sécuritaire des uns et la tendance à légitimer la délinquance des autres. A coup de statistiques, de rapports, d'articles de journaux, d'enquêtes, de reportages, Charles Szlakmann s'emploie à prouver que "la violence urbaine" n'est pas tellement le résultat d'une dégradation des condition sociales, mais celui d'une dérive mentale dont nous sommes tous responsables. "La société démocratique, écrit Charles Szlakmann, a en effet choisi implicitement son parti métaphysique : on y présuppose que l'homme est libre et responsable, que la dignité et la vie de l'homme y ont un prix par le simple fait qu'il soit un homme..." Or, et c'est là que le bât blesse, notre société technocrate et marchande, scientifique et matérialiste, n'arrive plus à transmettre les valeurs humanistes de la démocratie. Dans l'espace vide s'insinue cette violence troublante, moins par son existence même que par le danger qu'elle représente lorsque les garde-fous de la civilisation disparaissent.
Écrire sur la misère du monde c'est retrouver, peut-être, un commencement de respect, un début d'humanisme, l'ébauche d'une civilisation collective qu'il faut réinventer pour se donner les raisons de nouvelles solidarités.

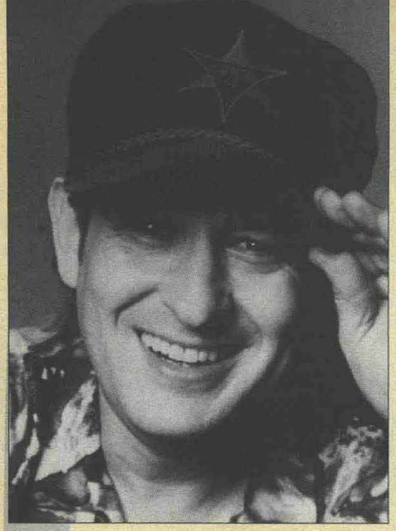


▲ *La vie dans les banlieues, une forme de misère.*

(1) Seuil, 950 p., 160 F.
(2) Robert Laffont, 145 p., 98 F.

Vendredi

45.56.78.56 / 78.57



MICHEL JONASZ

Niort-Chauray (près CC Rallye), le 24 mars

On connaît et on redécouvre... Jonasz câline là où on souffre, réveille là où on s'est apaisé. Ne le ratez pas !

Des invitations pour nos 5 premiers lecteurs qui appelleront Aloha Productions (Niort) au 49 79 37 99.

FESTIVAL AUX ARTS, etc.

Piano'cktail, Bouguenais (44), du 30 mars au 7 avril

Expo, café-concert, danse, théâtre, humour et burlesque musical, rock-musette. Et un concert classique en bouquet final avec l'Orchestre philarmonique des Pays de la Loire.

10 invitations pour nos abonnés le 7 avril.



MUSICOLOR

Montreuil (93), du 30 mars au 4 avril

3ème édition d'un festival qui s'inscrit dans le cadre de la journée internationale contre le racisme (21 mars). Pendant une semaine, Montreuil résonnera de notes et de chants venus d'Europe et d'Afrique.

5 places pour nos abonnés :

- Charlélie Couture le 2 avril
- Danyel Waro, Salif Keita le 3 avril

SIXUN jazz-rock

Centre culturel Paul-Bailliart, Massy (91), le 2 avril

Tournée anniversaire pour Sixun, l'un des groupes phares du jazz-rock français.

Six années d'existence, un sixième album et... six musiciens.

4 invitations (2 personnes) pour nos abonnés.

MIREILLE NEGRE "Je danserai pour toi"

Espace culturel du Pin Galant, Mérignac (33), le 8 avril



Après s'être imposée à l'Opéra de Paris, Mireille Nègre passe dix ans au Carmel. Elle nous revient aujourd'hui, porteuse de toute l'intensité qu'elle y a puisée.

5 invitations (2 personnes) pour nos abonnés.

Je m'abonne

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

.....

Code postal .....

Ville .....

"Vendredi" l'hebdo

Abonnement 1 an : 270 F

DOM-TOM / CEE : 400 F

Autres pays : 600 F Institutions : 500 F

"Vendredi" hebdo + "Vendredi Idées"

Abonnement 1 an : 350 F

DOM-TOM / CEE : 500 F

Autres pays : 700 F Institutions : 700 F

A renvoyer à : "Vendredi" service lecteurs, 10 rue de Solferino, 75333 Paris cedex 07

accompagné, éventuellement, du montant des abonnements. Chèque à l'ordre de "Vendredi". Merci de penser à joindre votre bande adresse.

3èmes RENCONTRES CINEMA DROITS DE L'HOMME



Cinéma "La Palette", Tournus (71), du 2 au 11 avril

Un hommage à Medhi Charef, des courts-métrages, des films nouveaux ou plus anciens sur le thème : "Medias, liberté d'informer et manipulations". Mais aussi expos, livres, musique, videos...

20 places pour nos abonnés.

Pour connaître les programmes

- **Musicolor : ☎ (1) 48 70 60 14**
- **Centre culturel Paul-Bailliart : ☎ (1) 69 20 57 04**
- **Espace culturel du Pin Galant : ☎ 56 97 82 82**
- **Cinéma "La Palette" : ☎ 85 51 08 25 / 85 32 14 39**
- **Piano'cktail : ☎ 40 65 05 25**
- **Aloha Productions : ☎ 49 79 37 99**

Pour obtenir les places, (1) 45 56 78 56 / 78 57



Colette Audry, une femme

Colette, la rationaliste, et François, le bénédictin, vont s'écrire pendant plus de deux ans. Par-delà leur différence, cette rencontre improbable est un fantastique hymne à l'amour.



"Il faut que je vous dise (...) ce que vous aurez été pour moi : pendant deux ans au moins, davantage j'espère, vous m'aurez fait connaître ce qu'il peut y avoir de douceur dans la vie (...). Il y a beaucoup d'autres choses, mais il n'y a rien au-delà."

Colette Audry va mourir dans quatre mois. Or, depuis ce jour d'avril 1988 où un inconnu lui adresse un manuscrit, elle ne va plus cesser d'entretenir une correspondance nourrie qui, au fil du temps, change de nature.

Très vite, la directrice littéraire s'efface derrière la confidente puis l'amie. Ce qui n'était au début qu'échanges convenus entre une romancière reconnue et un postulant à l'écriture atteint rapidement les hauteurs d'une relation exceptionnelle.

Parler de correspondance ne convient guère si l'on réduit ce terme au procédé littéraire. On a bien compris qu'il ne s'agit pas ici de courrier, mais d'affinité intime, presque de retrouvailles.

Au fil des pages, on se sent gagné par une émotion essentielle lorsque les différences philosophiques cessent d'être distance, que l'âge ne compte plus et que cette histoire rare abolit les tabous. Cette attraction mutuelle de deux êtres qui découvrent avec émotion combien ils sont accordés, cet échange supérieur entre celui qui "vit dans l'éternité" et celle pour qui "l'instant peut être éternel" font entrevoir l'idée du bonheur, à défaut d'oser parler de béatitude ou d'état de grâce.

Ces quelque deux cents lettres sur papier jaune, certaines longues méditations à haute voix sur la destinée et la littérature, c'est-à-dire sur l'essentiel, d'autres courtes comme ces billets adressés dans l'urgence, quand le désir fulgurant interdit tout délai, ne sont qu'une réflexion sur leur histoire "qui n'est pas caractérisable" car ils l'inventent à mesure.

La tentation constante "d'aller plus loin" que le "jusque là" trahit la force de cette "extrême conscience de l'autre" qui pourrait bien être l'une des plus belles définitions de l'amour.

Et, lorsque au détour d'une phrase, s'échappe, tel un soupir pathétique "nous nous sommes manqués dans le temps, et je ne peux me cacher que c'est une chose déchirante", on pense à la princesse de Clèves ou à Mme de Mortsauf. Cet échange est en effet d'une essence mystérieuse, mais peut-être faut-il cette "part d'impossibilité" pour qu'une passion devienne "aventure spirituelle" ayant l'infinie durée des amours légendaires.

Rencontre spirituelle, certes, mais non exempte de sève ! Il y a dans ces lettres une force de vie, une énergie, un humour qu'on ne trouve que lorsque le désir se nourrit de plaisir.

Que dire de ce subtil décalage qui existe presque toujours entre les gens qui s'aiment, entre celui qui aime et l'être aimé, perceptible lorsqu'elle le corrige doucement, alors qu'il parle "du moment présent" de leur "amitié", si ce n'est qu'il atteste que les amours les plus précieuses sont peut-être les plus douloureuses ?

C'est à Yvette Roudy que l'on doit de lire aujourd'hui cette œuvre ultime de Colette Audry. Sa publication permet, peut-être, d'accomplir le souhait de Colette Audry. "Il m'est apparu qu'il n'y aurait jamais entre nous que des mots et je me suis dit alors au moins que restent les mots."

F.L.

"Rien au-delà", Colette Audry, collection l'Espace analytique, Denoël, 373 p., 175 F.

"Wozzeck", protestation sociale et compassion



▲ *"Wozzeck" : un des décors de Richard Peduzzi.*

Le prix du meilleur spectacle lyrique 1992 a été attribué au "Wozzeck" présenté au théâtre du Châtelet. Il est vrai que le premier opéra d'Alban Berg avait bénéficié de la collaboration d'un trio de choc : Daniel Barenboïm dirigeait l'Orchestre de Paris, la mise en scène était de Patrice Chéreau et son complice depuis 25 ans, Richard Peduzzi, avait signé les décors. Ce fut le coup de poing de la saison. Et voici que la même production revient à l'affiche. Pour trois soirées seulement...

Pour beaucoup, "Wozzeck" a été une révélation. "Lulu" en début de saison, "Wozzeck" à la fin ont fait justice des a priori qui frappaient le compositeur et sa musique. "Wozzeck" est aussi bref (1 h 30) que dense. Berg qui a écrit livret et musique soumet l'histoire du petit soldat, tourmenté et atteint de paranoïa, à une implacable efficacité sans exemple à l'opéra : puissance et émotion, protestation sociale et compassion.

Barenboïm, par sa direction subtile et puissante, Chéreau dans sa direction d'acteurs précise et Peduzzi grâce à des décors simples et immédiatement intelligibles accentuent l'intensité de la construction. La distribution est du même niveau, notamment Waltraud Maier, d'une totale vérité et pratiquement toujours en scène dans le rôle de Marie.

C'est le jeune baryton Falk Struckmann qui chantera le rôle-titre en remplacement de Franz Grundheber, blessé.

J.G.

Théâtre du Châtelet, 24, 26 et 29 mars à 19 h 30. Places de 70 à 465 F. ☎ 40.28.28.40

post-scriptum



GILBERT BADIA
"Clara Zetkin, féministe sans frontières"



Aragon disait d'elle : "Elle est la femme de demain. De ce nouveau type de femmes qui n'ont plus rien à voir avec ces poupées, dont l'asservissement, la prostitution et l'oisiveté ont été la marque dans toutes les sociétés."
Clara Zetkin a été la femme socialiste la plus connue avant et après la Première Guerre mondiale, admirée de tous pour sa volonté et son courage. Son combat de revendication féministe l'a amenée, par réflexion théorique, à être, bien plus fermement que les hommes avec lesquels elle militait et bien avant eux, consciente de l'internationalisme des combats à mener pour l'émancipation de tous.
Editions ouvrières, 338 p., 125 F.



BLANDINE HENNION
"Le FN, l'argent et l'establishment"



Il existe de généreux donateurs, des pays (africains ou proche-orientaux) bien disposés, mais c'est surtout du côté des secteurs économiques que le FN attend le plus de contributions directes ou indirectes à son fonctionnement.
Les patrons résistent plutôt moins que la moyenne nationale aux idées les plus haineuses du FN. "Business is business."
L'élite économique du pays tient Le Pen pour un homme fréquentable (avec discrétion). A l'exception du secteur bancaire, en général inerte. Description des liaisons financières du FN.
La Découverte, 266 p., 140 F.

PASCAL LAINE
"L'Incertaine"



Un roman délicat, impudique, indiscret. Et manifestement autobiographique.
Aucune séparation ne ressemble à une autre. De même ce qu'éprouve celui qui est délaissé et le récit qu'il peut en faire. Pascal Lainé, puisqu'il s'agit de lui, tente bien, au début de son inconsolable confession, de rendre -celle dont on ne saura même pas le prénom- moins belle, moins désirable, moins intelligente... Mais le temps magnifie le souvenir. Il s'attribuera tous les torts et finira par trouver du plaisir à n'être que la souris avec laquelle joue une chatte perverse.
Plon, 218 p., 95 F.

JEROME THELOT
"Baudelaire, violence et poésie"



L'auteur place Baudelaire sur de tels sommets que, pour lui, depuis qu'en 1864, le poète a quitté Paris pour perdre à Bruxelles sa capacité d'œuvrer et entrer en aphasie, se pose la question de la nécessité et de la légitimité de la poésie. La confiance autrefois constitutive des rapports entre la collectivité et ses poètes est, déplore-t-il, aujourd'hui perdue. Quel silence !
Les sociétés actuelles savent que la violence est dans les mots et se méfient donc de qui se voue aux mots. Mais lorsque l'histoire sociale se révèle aphasique, que devient cette violence ? Lecture-démonstration de "Spleen de Paris", "Pauvre Belgique" et "Les Fleurs du mal" sur le rôle de la poésie dans la société
Gallimard/Bibliothèque des idées, 518 p., 220 F.

Répertoire de l'administration française



L'édition 1993 de ce répertoire indique les 12.000 principaux responsables avec leur fonction exacte et leurs coordonnées. De même, les établissements publics, préfectures et sous-préfectures, conseils régionaux et généraux, conseils économiques et sociaux.
Index des administrations, des services et des responsables.
Documentation française, 460 p., 170 F.



J.-S. BACH
"Variations Goldberg", par Glenn Gould



Un disque comme il y en a peu. Voici la musique absolue. Une œuvre modeste et grandiose qui constitue l'élément majeur du testament musical de Bach. Trois par trois, 30 variations sur une basse obstinée de 32 mesures, dans une maîtrise inégalée. Et, au piano, Glenn Gould qui, par un double miracle, se transporte avec une souveraine spontanéité sur la planète Bach et -de surcroît- y emmène son auditeur.
Cet enregistrement de 1981 est le deuxième, après celui de 1955 qui était déjà le meilleur de la discographie. Celui-ci est encore supérieur. Beaucoup plus lent, plus nuancé aussi. Sacrifiant tout aux pulsions et à l'architecture.
Sony-classical, 52619, 51' 15", env. 115 F.

CESAR FRANCK
Symphonie en ré mineur



Deux interprétations sont possibles de cette œuvre, probablement la construction symphonique majeure de la musique française. Soit en accuser le dynamisme et le crescendo vital comme le faisait Pierre Montreux. Soit, sans rien sacrifier de l'éclat de l'orchestration, rechercher la filiation qui relie Franck aux grands romantiques.
C'est ce parti qui a été choisi par Kurt Masur. A la tête d'un Philharmonique de New York en bonne forme, il dirige une interprétation bien moins germanisée qu'il n'est de coutume, souple et lyrique. Qui donne à cette partition une couleur dont elle est souvent privée. Avec "Les Eolides", rarement proposées.
Teldec, 74863, 48' 24", env. 125 F.

SIXUN
"Nomads' Land"



Les chœurs afros de Djou Djou, le synthé d'Ali Gogo, le vocoder de Parakali, la paternité de Weather Report n'a sans doute pas toujours été facile à assumer pour ce sextet de jazz-fusion. Mais Sixun a assimilé les leçons des aînés et ce disque restitue (enfin !) la vitalité unique que dégage ce groupe sur scène.
Sous le double sceau du changement (Jaco Largent cède sa place à Arnaud Frank aux percussions ; signature chez une major : Polygram) et de l'hommage à l'ami disparu ("Grand Fabrice"), Sixun peut espérer la carrière internationale qu'il mérite.
Emarcy/Polygram 514474, 63' 42", env. 130 F.

LENNY KRAVITZ
"Are you gonna go my way"



Lenny a bien compris les "sixties lessons". Overdub sur la caisse claire, guitare folk sur ballades sucrées, cœurs et violons à la Beatles et studio copie conforme Abbey Road. Kravitz, tel un Jean-Pierre Coffe du rock, fait dans les règles et la tradition. Le résultat est sans rapport avec la qualité des jambons polyphosphatés qui hérissent le chroniqueur chauve de Canal. De la belle ouvrage, même si ce clone d'Hendrix et Marley réunis ne se foule pas des masses quant à l'originalité du son et des compos.
En jazz, les amoureux du be-bop appelleraient cela du revival. Ça agace parfois, ça plaît souvent... Une sorte de vibrant hommage posthume à Led Zep et aux quatre de Liverpool.
Virgin 86984, 46' 38", env. 125 F.

CINEMA

"Archipel"

Hamilton school, un collège bilingue dans des bâtiments victoriens, sur une île, au sud de l'Angleterre. C'est la fin de l'année scolaire, les élèves partent. Seul Michel (Melvil Poupaud) va rester là pendant la période des grandes vacances. Avec Alexandra Hamilton (Claire Nebout), la propriétaire des lieux, le vieux bibliothécaire (Michel Piccoli) et la gouvernante (Ludmilla Mikael). Inévitablement, Michel tombe amoureux de la belle châtelaine et découvre la sexualité à travers un monde étrange et des pratiques bizarres où s'entremêlent séduction et perversité.
Pierre Granier-Deferre n'est pas de ceux dont le style personnel éclate dès les premières images. C'est plutôt un bon artisan, qui aime filmer des situations troubles, ambiguës, comme dans "Une étrange affaire", déjà avec Michel Piccoli. Il s'est donc senti immédiatement à l'aise pour adapter "Archipel", le roman de Michel Rio, où le mystère est psychologique (pas de meurtre, pas de violence) et où la personnalité des protagonistes ne se révèle que progressivement.
Michel Piccoli a dû refouler son narcissisme pour jouer ce rôle de vieillard malsain, bossu, laid et qui ne peut qu'être jaloux de Michel, ce bel adolescent romantique et grave. Quant à Claire Nebout, comme dans "Autour du désir" (Bellochio, 1990), elle excelle dans ces rôles à l'érotisme un peu trouble. "Archipel", c'est aussi une peinture très juste de la vie des élèves et de ces amitiés très fortes où les idéaux sont encore intacts. En quelque sorte, "Le Cercle des poètes disparus", débarassé de ses excès.

C.P.



Michel Piccoli et Claire Nebout. ▶

PAGES CULTURE ETABLIES PAR
Jacques Garat (livres - classique) avec
Françoise Lorrain (enquête)
Claude Polak (cinéma)
Frédéric Taddéi (jazz - variétés)

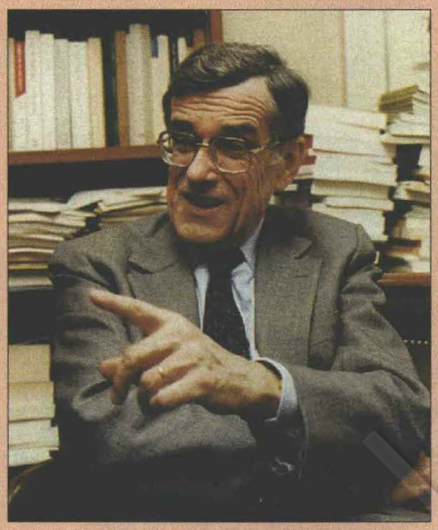
RENÉ RÉMOND (suite)

La seconde partie de notre entretien avec René Rémond est consacrée à l'évolution de l'échiquier politique et à la crise de la représentation.

Si la politique est un choix entraînant des affrontements, la recherche du consensus n'est-elle pas vaine ?
Il n'y a pas de bonne réponse à cette question car on peut tenir avec autant de vraisemblance deux langages contraires. La démocratie, c'est la possibilité pour le citoyen d'exercer une action directe sur la politique, ce qui suppose qu'il puisse faire des choix clairs entre des options contraires. Mais c'est aussi le pluralisme impliquant qu'il existe des parcelles de vérité partout et que des hommes de bonne volonté doivent pouvoir arriver à dégager des solutions communes. Il faut chercher le point d'équilibre entre les deux aspects.

Entre deux élections, on parle beaucoup de consensus et, lorsque arrivent des échéances électorales, on en revient à une stricte bipolarisation. Cette tendance est-elle due à des traditions culturelles et politiques fortement implantées dans les mentalités ou bien au poids des institutions ?
Le mode de scrutin n'est pas étranger à cette tendance. Le principe majoritaire conduit inévitablement à la formation de deux blocs qui s'affrontent. Chacun d'eux a donc besoin de se définir par opposition à l'autre. Il y a sûrement aussi des habitudes et des rites de la classe politique qui ne sont plus partagés par un corps électoral mettant en cause la rigidité de la division droite-gauche et n'aimant pas tellement l'antagonisme. Ce corps électoral est très en retrait par rapport à la virulence des sentiments qu'affiche la classe politique. Celle-ci fait preuve d'archaïsme dans son comportement. Cela dit, il est vrai que l'approche d'une compétition électorale suscite de façon irresistible les affrontements.

Mais les institutions sont-elles adaptées à l'éclatement actuel des forces politiques ?
Les institutions répondaient à un désir de simplification de la vie politique. Désormais, avec l'apparition du Front national et des écologistes, nous avons un champ de forces éclaté. Le drame est qu'une partie de ces forces se situe presque en dehors du système. Celui-ci a très bien fonctionné lorsque la quasi-totalité des électeurs acceptait un jeu relativement simple opposant un bloc à un autre ou un petit nombre de forces qui s'associaient deux à deux. La France des quatre quarts s'est avérée une réalité opérationnelle. Lorsque les alliances ont été rompues et, qu'à l'intérieur des blocs, il y a eu des tensions subsidiaires, des forces nouvelles ont surgi. Ce sont moins les institutions que le système de réfraction, par lequel la diversité du corps électoral va se traduire au plan politique, qui est en cause.



Aujourd'hui, la démocratie est entrée dans les mœurs, les gens considèrent qu'elle va de soi et ils ont envie d'aller plus loin. Il faut trouver le moyen de mieux les associer à la vie politique.

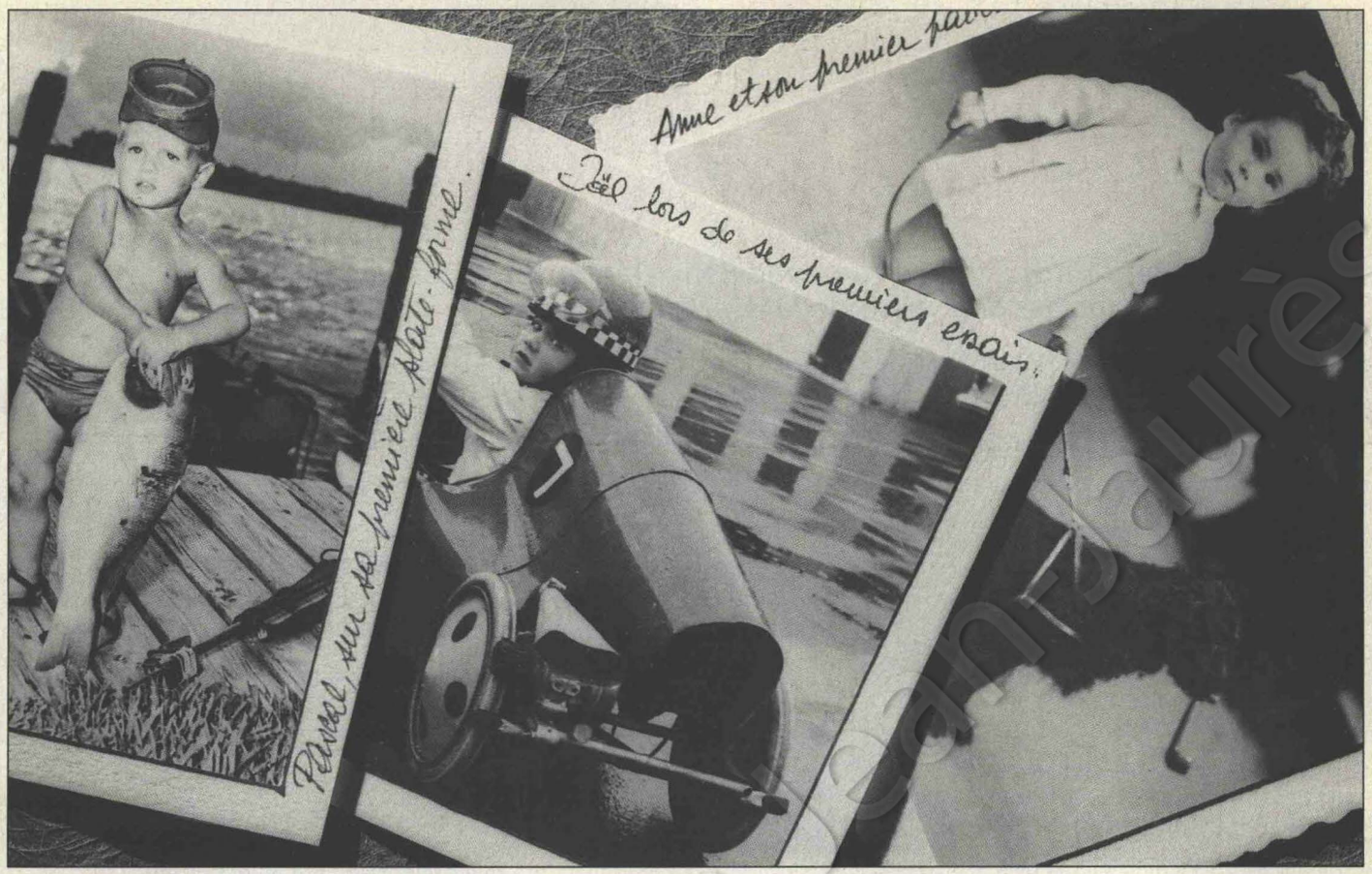
Je suis très préoccupé par le résultat des prochaines élections. Jamais nous n'aurons eu une telle déformation de la réalité politique. On risque d'arriver à une situation complètement tordue où 40% des électeurs seront représentés par 80% des députés, et où 60% des électeurs seront représentés par 20% des députés et seront exclus de la décison et presque de la délibération. Si les élections confirment les sondages, la droite disposera d'une telle majorité qu'elle n'aura même plus à faire attention aux autres forces politiques. Que pèsera l'opposition ?
C'est la première fois que nous allons être confrontés à ce type de situation sous la Ve République. On pouvait penser que l'association des écologistes aux responsabilités les conduirait à découvrir peu à peu la réalité de la vie publique en les amenant à passer d'un point de vue limité à une conception globale de la politique. Ils ont amorcé ce mouvement en accédant à des responsabilités au plan local et régional. S'ils pouvaient disposer d'un groupe parlementaire susceptible de participer à la constitution d'une majorité, ils feraient leur apprentissage. En revanche, s'ils sont réduits à quelques individualités incapables de constituer un groupe parlementaire, ils seront enfermés dans une attitude de rejet global et ne pourront faire l'apprentissage de la vie politique. Ce ne sont pas les institutions de la Ve République qui sont en cause, mais c'est le corollaire d'un principe majoritaire qui va pousser ses effets aux limites extrêmes.

Y a-t-il une crise de la politique ?
Je ne le crois pas. Les Français ne sont pas indifférents à la politique. Ils ne mettent pas en cause la démocratie et ils acceptent le cadre des institutions. Mais ils n'aiment pas la politique telle qu'elle se pratique ou l'image déformée que leur en donnent les médias. Ils ne sont pas satisfaits de la démocratie réduite à la délégation, à la représentation. Ils ne se considèrent pas du tout comme représentés par leurs représentants. Ce n'est pas propre à la politique, c'est également le cas des syndicats. Il y a la demande confuse d'une relation plus directe entre la base et les responsables, d'une plus grande représentativité des élus, et d'une plus grande association des citoyens à l'information, à la consultation et à la décision. D'où le succès de l'élection présidentielle ou du référendum, bref de tout ce qui relève de la démocratie directe.

Comment mieux associer les citoyens à la vie politique ?
Etendre le champ du référendum me paraît être une bonne idée. Localement, le développement des commissions extramunicipales, des référendums municipaux, va aussi dans le bon sens. Pourquoi ne pas faire élire directement le maire, les présidents du conseil général et du conseil régional ? Il est un peu anormal que nous élisions le chef de l'Etat directement et que nous ne puissions pas en faire autant pour l'exécutif de la commune, du département et de la région.

Cette crise de la représentation est-elle nouvelle ?
On a toujours tendance à ne pas se reconnaître dans ceux qu'on a choisis. Mais la question se pose avec plus d'acuité car, pendant longtemps, l'élection, la délégation, la représentation suffisaient à satisfaire le désir de démocratie. Aujourd'hui, la démocratie est entrée dans les mœurs. Les gens considèrent qu'elle va de soi et ils ont envie d'aller plus loin. Il faut trouver le moyen de mieux les associer à la vie politique.

Propos recueillis par J.-P.B.



EUROCOM - Agence KEYSTONE

QUAND LES PASSIONS D'ENFANCE MÈNENT AU PÉTROLE, A LA CHIMIE ET A LA SANTÉ, ELLES FONT D'ELF LE PREMIER GROUPE FRANÇAIS.

L'un ne pensait qu'à découvrir les mystères de l'océan, l'autre n'était heureux qu'une fois assis dans son bolide à pédales, quant à la dernière elle voulait s'occuper de tout le monde. Maintenant, Pascal vit à 100 miles des côtes sur une plate-forme pétrolière où il est l'un des principaux spécialistes du forage en eaux profondes. Joël crée chez Elf Atochem les matériaux du futur, qui rendront plus performantes les voitures si chères à son cœur. Quant à Anne, elle s'occupe de nous tous en recherchant de nouveaux médicaments chez Elf Sanofi. Pas mal d'années se sont écoulées mais les passions sont restées. Et c'est parce que Pascal, Joël et Anne font toujours leur métier avec la même passion qu'Elf est aujourd'hui la première entreprise industrielle française.

elf

LA PASSION A TOUJOURS RAISON.

Col. Fondation Jean Jaurès